

**CONGRÈS NATIONAL
DE L'ANACR
BRIVE-LA-GAILLARDE
10-11-12 OCTOBRE 2014**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1270 à 1272 - juillet-août-septembre 2013

LA CORSE, PREMIER DEPARTEMENT DE FRANCE LIBERE



De g. à d. : maquisards corses ; Jean Nicoli, héros de la Résistance corse exécuté le 30 août 1943 à Bastia par les Italiens ; début du soulèvement corse à Ajaccio le 9 septembre 1943, Maurice Choury s'adresse à la foule ; le sous-marin «Casabianca», évadé du sabordage de la flotte à Toulon et qui avait assuré des liaisons clandestines entre l'Algérie et la Corse, débarque le 13 septembre dans le port d'Ajaccio 109 combattants du «Bataillon de choc» venant d'Algérie ; une paysanne corse indique à une unité de goumiers marocains un chemin de montagne menant vers Bastia ; le général de Gaulle, en compagnie du maire de Bastia, du préfet, du sous-préfet et des généraux Martin et Juin, visite les quartiers dévastés de la ville.

«La libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale». Il n'y a aucun doute quant à la première mise en œuvre sur le sol national de cette réflexion du Général de Gaulle datant de 1942 : le 9 septembre 1943, à Ajaccio, un appel à l'insurrection est lancé par le Front National de Corse ayant à sa tête Arthur Giovonni (alors à Alger), Henri Maillot, Paulin Colonna d'Istria, Maurice Choury et François Vittori. La libération de l'île commence...

Un Conseil de Préfecture issu de la Résistance est placé auprès du Préfet Pelletier qui va s'effacer, une municipalité patriotique ayant à sa tête Eugène Macchini est mise en place, les mouvements et partis collaborateurs sont neutralisés. Une tentative de prise de contrôle du port par des Allemands stationnés à La Parata est repoussée par les Résistants le 10 septembre, le port d'Ajaccio reste libre et le sous-marin «Casabianca» y débarque le 13 septembre un premier contingent de 109 hommes du «Bataillon de Choc, avant-garde d'un corps expéditionnaire de plus de 6 500 hommes (4^e Division Marocaine de Montagne, Tabors marocains...) commandés par le général Martin.

L'insurrection corse intervient après plusieurs mois d'affrontements de la Résistance corse (FTP commandés par François Vittori) avec les occupants Italiens, leur milice fasciste («Chemises noires») et leur sinistre police politique (OVRA). Les Italiens ont certes eu des pertes mais la répression a été sévère : Fred Scamaroni, arrêté, torturé, s'est suicidé le 19 mars 1943, André Giusti et Jules Mondoloni ont été abattus à la Brasserie nouvelle le 17 juin à Ajaccio, Pierre Griffi est fusillé à Bastia le 18 août. Jean Nicoli, lui aussi torturé, est décapité par les Italiens à Bastia le 30 août...

L'insurrection corse intervient aussi au lendemain de la sortie de l'Italie

de la guerre aux côtés du Reich, suite au renversement de Mussolini. Les troupes italiennes d'occupation (80 000 hommes) vont pour une part s'engager aux côtés des Résistants corses et des Français libres contre les Allemands – dont la 90^e Panzergranadier Division et la 16^e PZ-Division-Reichsführer-SS – faisant retraite depuis la Sardaigne vers l'Italie centrale via la Corse et l'île d'Elbe, et qui ont pris le contrôle de la plaine orientale et du port de Bastia, en chassant les Italiens.

Les tentatives allemandes de s'emparer de toute l'île vont être vaines ; notamment celles visant à s'assurer le passage de la plaine orientale vers la côte ouest et Ajaccio, à tout le moins d'empêcher les offensives alliées vers Bastia. Au sud, à Lévie, du 15 au 18 septembre, 200 Résistants – avec l'appui du bataillon de choc et d'une unité italienne – stoppent les Allemands renforcés de «Chemises noires» ; dans le nord, les Goumiers marocains prennent le contrôle du col de San Stefano le 30 septembre, le col de Teghime le 3 octobre. Le bataillon de choc prend le contrôle du Cap Corse. La route de Bastia s'ouvre.

Après des bombardements dévastateurs sur Bastia du 13 septembre au 4 octobre, les derniers défenseurs allemands capituleront le 4 octobre, abandonnant un matériel important. Quatre jours plus tard, à Ajaccio, le 8 octobre, le général de Gaulle s'exclamera : «**La Corse a la fortune et l'honneur d'être le premier morceau libéré de la France.**»

La Résistance corse aura perdu plus d'une centaine de morts, d'autres Corses tomberont dans la Résistance sur le continent. Près de 12 000 Corses intégreront l'Armée française de la Libération qui, après avoir combattu sur l'île d'Elbe et en Italie, débarquera, commandée par de Lattre, sur les côtes de Provence le 15 août 1944.

L'ANACR EN DEUIL

Simone CONAN, Vice-Présidente nationale



Décédée le 22 août 2013, Simone Conan, alors âgée de 18 ans, avait rejoint la Résistance en 1941. Jusqu'à la Libération, elle assurera la dangereuse tâche d'agent de liaison : en Normandie puis en Région parisienne, pour le Front National et les FTPF ; en particulier les FTP-M.O.I.

Elle avait gardé des souvenirs très forts de ses camarades de combat, tels ceux des PTT à Paris.

Après la Libération, elle poursuivit le combat pour les valeurs de la Résistance, adhérant à l'Amicale des Anciens FTPF qui se transforma en 1954 en l'ANACR ; dont elle va devenir en 1986 membre du Conseil national, en 1990 membre du Bureau National, puis en 1996, vice-présidente nationale, le restant jusqu'à ses derniers jours. Sa disparition laisse un grand vide.

Elle était Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Résistance en Hautes-Alpes
- P. 6-7 : La Résistance belge
- P. 8 : Héros de la Résistance : Addi Bâ
- P. 9 à 16 : Le Dossier : Les Etudiants dans la Résistance
- P. 17 : Les Français Libres : la 1^{re} D.F.L.
- P. 18 : La bête immonde
- P. 19-20 : La vie de l'Association
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI

Le 19 juillet 2013, au terme de près de 25 ans d'action pour son obtention menée par l'ANACR, rejointe par d'autres Associations du Monde Combattant et appuyée par l'UFAC, action marquée par l'enracinement avec l'appui de leurs élus de la date du 27 mai dans le calendrier mémoriel de centaines, de milliers de collectivités locales, départementales et régionales, M. le Président de la République a promulgué, après son vote à l'unanimité par les deux Assemblées, la Loi instaurant la «Journée Nationale de la Résistance», le 27 mai.

Cette année, les cérémonies du 27 mai ont été plus nombreuses et avec une participation plus importante, avec dans de nombreux endroits, une présence des autorités officielles civiles et militaires (Préfet, sous-préfet, D.m.d., directeur de l'ONAC...).

Dans notre précédent numéro, nous avons évoqué ces cérémonies dans une dizaine de départements, nous en relatons d'autres ci-dessous et poursuivront cette évocation dans notre prochaine parution.

HAUTE-GARONNE

Toulouse a une longue tradition de commémoration de la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Cette année, alors que le Sénat a voté à l'unanimité une proposition de loi déposée par le sénateur de Haute-Garonne Jean-Jacques Mirassou au nom du Groupe socialiste et faisant du 27 mai officiellement la Journée nationale de la Résistance, cette commémoration a pris une dimension particulière. Devant le monument à la Résistance, Lucien Vieillard, Président départemental de l'ANACR et membre de son Bureau national, en présence notamment de MM. Pierre Izard, Président du conseil général, Michel Pech, Adjoint au maire chargé des Anciens Combattants, le sénateur Jean-Jacques Mirassou, Jean-Luc Moudenc, ancien maire de Toulouse, ainsi que d'autres élus et représentants du Monde combattant avec leurs porte-drapeaux, de responsables départementaux et membres de l'ANACR, d'une assistance fournie, a rappelé les motivations qui ont fondé la revendication d'instauration d'une Journée nationale de la Résistance et exprimé le souhait que dans les meilleurs délais l'Assemblée Nationale se saisisse de l'examen de la proposition de loi votée par le Sénat, afin que l'année du 70^e anniversaire de la création du CNR soit celle de la reconnaissance du rôle de la Résistance par son inscription dans le calendrier mémoriel de la Nation. Le matin, à 10 heures dans la cour d'honneur de la Préfecture, Henri-Michel Comet, préfet de la région Midi-Pyrénées, a présidé une cérémonie commémorant le 70^e anniversaire de la création du CNR et rendant hommage à Jean Moulin.

RHONE

C'est devant la stèle de Montluc que le 70^e anniversaire de la création du CNR a été célébré à Lyon le 28 mai en présence de M. Thierry Philip, maire du 3^e arrondissement, de Mme Evelynne Hagenauer, adjointe au maire de Lyon, de MM. Guy Fischer, sénateur et Philippe Rivé, Directeur départemental de l'ONAC et avec la participation d'une délégation d'élèves du collège Gilbert-Dru, qui lurent un poème et déposèrent des gerbes au nom des autorités. Coprésident départemental de l'ANACR, Roger Gay rappela la mission confiée à Jean Moulin par le général de Gaulle de rassemblement des Résistants.

La Journée Nationale de la Résistance a été célébrée à Villeurbanne le 27 mai par un dépôt de gerbes, place Aristide-Briand où Jean Moulin a rencontré les mouvements en vue de leur unification. Puis le Président local de l'ANACR Jean Bathias se félicita de l'adoption par le Sénat de la proposition de loi instituant le 27 mai Journée Nationale de la Résistance. Mme Sonia Boué, maire-adjointe déléguée aux Anciens combattants, évoqua le tournant de Stalingrad et l'homme exceptionnel qui fut Jean Moulin. Le soir fut présenté le film Les jours heureux au cinéma le Zola.

A Vénissieux, Mme Michèle Picard, maire de la ville, déclara : «Le 27 mai 1943 répond déjà à un affront, celui du 16 juin 1940, celui de tous les abandons, le jour de la formation du gouvernement de Pétain. Mais le CNR va plus loin, il est l'acte de la Résistance, il est l'acte de la refondation, il est l'acte par lequel la France redeviendra la France». Roger Gaget, co-président départemental de l'ANACR évoqua le long combat de l'ANACR pour l'instauration de la Journée Nationale de la Résistance, l'appui que lui a apporté le sénateur Guy Fischer. Mme Michèle Picard, Roger Gaget et un élu du Conseil municipal des jeunes déposèrent une gerbe. A Vaux-en-Velin, le 27 mai dernier a été inaugurée la première «Place du 27 mai 1943» de la région, en présence de personnalités, d'élus, de Résistants, de Déportés, de collégiens, qui reprirent en chœur le «Chant des Partisans» interprété par la chorale des «Ans chanteurs».

PYRENEES-ORIENTALES

La cérémonie départementale commémorative de la Journée Nationale de la Résistance a été co-organisée par la municipalité d'Elne - commune ayant donné la date du 27 mai 1943 à deux lieux publics - et les associations des Anciens Combattants de la Résistance et de Déportés. Devant une soixantaine de participants, elle a débuté par un dépôt de gerbe à 17 h 45 rue du 27 mai 1943, puis elle s'est poursuivie par des allocutions de Nicolas Garcia, maire

d'Elne, de Georges Sentis, Président départemental de l'ANACR, de représentants de syndicats et partis fondateurs du CNR, A l'issue de cette cérémonie, un vin d'honneur fut offert par la municipalité d'Elne, salle des fêtes à l'hôtel de ville d'Elne.

A Perpignan, Hermeline Malherbe, présidente du Conseil général, Nicole Gaspon, conseillère municipale de Perpignan, et Georges Sentis, fleurirent le monument aux morts de l'Hôpital, en hommage au sacrifice de 16 employés hospitaliers "Morts pour la France".

INDRE

Des cérémonies commémorant la création du 70^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance se sont tenues le 27 mai dans 14 localités du département ; le message départemental, se félicitant du vote de la loi par le Sénat officialisant la Journée Nationale de la Résistance tout en demandant très vite le vote final à l'Assemblée Nationale, fut lu en intégralité en presque tous les endroits.

A Issoudun, place de la Libération, en présence d'une assistance nombreuse, parmi laquelle on remarquait la présence de plus de 150 élèves des écoles primaires Michelet, Condorcet et Jean-Jaurès, du collège et lycée Balzac, de M. André Laignel, maire et ancien ministre, de Mme Isabelle Bruneau, députée, de MM. Dominique Rouillet, adjoint au maire et Conseiller régional, Michel Bougault, conseiller général, Marcel Foulon, adjoint au maire et membre de l'ANACR, la commémoration fut d'ampleur, avec les dépôts de gerbes des établissements scolaires et des officiels, la lecture de poèmes, de textes et l'interprétation du Chant des Partisans par la chorale du Collège. Près d'une centaine d'élèves ont aussi participé à la cérémonie de LA CHÂTRE, à NEUVY-SAINT-SÉPULCRE, six maires des communes du canton ont participé à la cérémonie lors de laquelle des dépôts de gerbes de la municipalité et de l'ANACR ont eu lieu au Monument aux Morts, de deux Résistants à la stèle Jean-Moulin, le Chant du Maquis, le Chant des Partisans et la Marseillaise furent interprétés. A VALENÇAY, le maire de la ville et le Président de l'ANACR ont prononcé des discours, 75 élèves des écoles élémentaires et du collège étaient présents, des poèmes d'Eluard et Aragon furent lus et le Chant des Partisans interprété par les collégiens. D'autres cérémonies et manifestations ont été organisées à ARDENTES, ARGENTON/CREUSE, au BLANC, à BUZANÇAIS, CHATEAUXROUX, CHAILLAC, ROUVRES-LES-BOIS, SAINT-GAULTIER, SAINT-MARCEL, ET VILLEDIEU-SUR-INDRE.

L'ensemble de ces cérémonies se sont insérées dans une activité intense - en amont et en aval du 27 mai - de l'ANACR de l'Indre et de ses comités locaux (participations aux cérémonies patriotiques, au Concours de la Résistance et de la Déportation, organisation de conférences-débats...).

INDRE-ET-LOIRE

A l'initiative du Comité de l'ANACR de Saint-Pierre-des-Corps, une cérémonie commémorative de la création du CNR le 27 mai 1943 s'est déroulée au Monument de la Résistance, carrefour Jean-Moulin. Une gerbe fut déposée par Mme Marie-France Beaufils, sénatrice-maire, et par Jean Soury, Président-départemental de l'ANACR. On remarquait dans l'assistance aux côtés des membres de l'ANACR Mme Martine Belnoue, vice-présidente du Conseil régional, des élus municipaux, des responsables d'Associations patriotiques.

VAR

Cette année, une délégation de l'Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI) venant de La Veriglia, près de Carrare, a participé à la commémoration à Toulon de la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Restant trois jours, elle fut reçue par Robert Alfonsi, Conseiller régional, par les députés du Var et par Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon, par l'équipe pédagogique de David Petris au collège Peiresc. Soulignons un moment de recueillement devant la plaque de la villa du Clos-Lagier, au Pont-de-Bois, là où quelques semaines avant la constitution du CNR à Paris, se tint une réunion unitaire de la Résistance varoise.

LE RÔLE IRREMPLAÇABLE DE L'ANACR

L'Année 2013 laissera une trace particulière dans la mémoire de la Nation, car elle aura été celle qui aura vu enfin, près de 70 ans après la fin de l'occupation de notre pays par les nazis, près de 70 ans après la Libération, et 70 ans après la mort de Jean Moulin qui fit tant pour son unité en créant le Conseil National de la Résistance, reconnaître que la Résistance avait toute sa place dans le calendrier mémoriel officiel, rendant ainsi hommage au rôle des Résistants dans le combat pour que la France retrouve sa liberté et son indépendance.

C'est le mérite de l'ANACR que d'avoir, il y a plus de vingt ans, avancé la demande de Journée Nationale de la Résistance et, malgré l'hostilité déclarée de certains secteurs de l'administration peu soucieux de voir reconnus les mérites de soldats sans uniformes, et même de certains secteurs du monde Combattant et Résistant héritiers de ceux qui s'opposèrent à la mission unificatrice de Jean Moulin, que de n'avoir jamais désespéré, malgré les refus explicites ou les réponses dilatoires, et d'avoir inlassablement continué la lutte jusqu'à sa concrétisation positive cette année.

Certes, il n'est pas de notre propos d'ignorer ou même de sous-estimer la place qu'y prirent d'autres Associations du Monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation s'y joignant au fil des ans ; et l'apport majeur à ce combat que représenta l'appui donné officiellement en 2004 par l'UFAC à la demande d'instauration d'une Journée de la Résistance, le 27 mai. Mais, par son enracinement local et départemental, par la persévérance et le dévouement de ses militants – Résistant(e)s et Ami(e)s de la Résistance – qui ont « labouré » le terrain en sollicitant l'appui des maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs, le concours des enseignants, du monde associatif et de la population, l'ANACR a joué un rôle moteur dans le rassemblement des énergies ayant permis que la question reste posée, en s'enracinant dans les réalités locales et les consciences... Et ce jusqu'à la réponse positive qu'unanimes les élus de la Nation se sont honorés de lui apporter – avec le soutien du gouvernement et du Président de la République – en cette année 2013, celle du symbolique 70^e anniversaire de la création du CNR le 27 mai 1943.

L'ANACR avait, depuis sa création en 1954, mené précédemment une autre lutte d'ampleur, par son ardeur et la durée de la bataille, puisqu'elle a duré une quarantaine d'années ; une lutte qui concernait les droits des Résistants et la reconnaissance de leurs services. C'est en 1949 qu'une première Loi avait défini la qualité de « Combattant Volontaire de la Résistance » et en 1954 qu'une seconde avait institué la Croix de CVR. Mais c'est à partir de 1955 qu'une troisième va décider la forclusion des possibilités de demande de carte CVR. L'ANACR va se dresser contre une telle mesure, unique dans le monde combattant ! Alors que certains Résistants titulaires de la carte de CVR – parfois connus – ne voyaient pas d'un mauvais œil la mesure, l'ANACR se mobilisa pour défendre celles et ceux, le plus souvent obscurs et sans-grades de la Résistance mais non les moins méritants, qui ne s'étaient pas précipités pour faire établir leurs services ; et qui par la forclusion se voyaient écartés de toute possibilité de leur reconnaissance. Pendant plusieurs décennies l'ANACR fit le siège de tous les ministres des Anciens Combattants qui se succédèrent, s'adressa aux parlementaires, aux autres Associations du monde Combattant... Là aussi, la persévérance fut payante : une loi de 1989 – qui ne régla pas tout, loin s'en faut – leva cependant définitivement la mesure de forclusion...

D'autres structures peuvent contribuer comme elle à la transmission de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance, mais ce qui a caractérisé l'ANACR depuis sa création, c'est aussi sa capacité à se mobiliser – et à mobiliser par une démarche de rassemblement – sur des objectifs de lutte. Et à les faire aboutir. Oui, à cet égard, le rôle de l'ANACR est irremplaçable.

Louis CORTOT
Compagnon de la Libération

DANS NOTRE AGENDA

LE 23 FEVRIER 2014 HOMMAGE AUX HEROS DE L'AFFICHE ROUGE

La cérémonie dédiée à la mémoire des 20 Résistants connus sous le nom de «**Groupe Manouchian Bocsov**» et fusillés il y a 70 ans au Mont-Valérien, le 21 février 1944, se déroulera cette année le **dimanche 23 février 2014 à partir de 11 heures au Carré des fusillés au cimetière parisien d'Ivry**, sur les lieux mêmes où sont inhumés ces héros.

(On se réunira à partir de 10 h 30)

La cérémonie sera placée sous la Présidence de **Louis CORTOT**, Compagnon de la Libération.

Jean-Paul BEDOIN, secrétaire général adjoint de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR) prononcera une allocution.

Un hommage sera rendu à Olga Bancic et aux combattants roumains de la Résistance française.

RESISTANCE DANS LES HAUTES-ALPES

Peu peuplées, les Hautes-Alpes sont avec la Drôme et l'Isère un des trois départements du Dauphiné

Le chef-lieu, Gap, ne compte en 1939 que 13 600 habitants. Seconde ville du département et chef-lieu d'arrondissement, Briançon, en a alors 7 543, Veynes 3 299, Embrun 2 962 ; six communes ont entre 1 000 et 2 000 habitants, la population de chacune des près de 170 autres étant inférieure à 1 000 habitants.

Proche de l'Italie, le département des Hautes-Alpes compte à la veille de la Seconde Guerre mondiale parmi sa population environ 7% d'immigrés italiens. C'est un département rural, montagneux où la vie s'est implantée dans des vallées de montagne (Champsaur, Queyras, Valgaudemar...) ; en premier lieu, celles de la Durance, du Drac et du Guil.

En amont de Briançon, il communique par le col de Montgenèvre avec le Piémont italien, vers Pignerol et Turin. Ce sera tout au long de l'Histoire, conjointement au col de Vals plus au sud, une voie d'invasion transalpine vers les vallées du Rhône et de l'Isère ; ce qui, à partir de 1700, conduira Vauban à fortifier Briançon. D'autres ouvrages ceinturant la ville - forts des Trois Têtes, des Salettes, du Randouillet, Dauphin, d'Anjou, redoute du Point du Jour... - seront édifiés de 1721 à 1734.

Plus près de la frontière et de Montgenèvre, les forts de Janus et de Gontran, dont les premiers éléments seront construits au 19^e siècle, seront complétés et modernisés dans l'entre-deux guerres, dans le cadre de l'extension de la ligne Maginot au secteur alpin.

En face de Montgenèvre, les Italiens avaient quant à eux construit entre 1900 et 1914 le Fort du Chaberton («Fort des Nuages»), culminant à 3 135 mètres et équipé de 8 tourelles d'artillerie menaçant directement de leur feu Briançon.

L'arrivée de Mussolini au pouvoir en Italie en 1922, et les revendications fascistes sur la Savoie, le Comté de Nice et la Corse vont, au début des années trente, réactualiser la menace venant de l'autre versant des Alpes.

Dépendant de la 14^e région militaire (Lyon), les Hautes-Alpes abritent en 1939 deux unités de la 54^e brigade d'infanterie alpine¹ : le 159^e régiment d'infanterie alpine (caserné à Briançon) et la 7^e demi-brigade de Chasseurs alpins (casernée à Gap) ; auxquels il faut joindre des éléments d'artillerie de montagne et de troupes de forteresse.

Pendant la «Drôle de guerre» - Mus-

solini restant alors neutre - les unités alpines vont être l'objet dès octobre 1939 de prélèvements d'effectifs en direction du front nord-est puis pour la campagne de Narvik en Norvège. La situation va changer quand, le 10 juin 1940, Mussolini, qui depuis plusieurs semaines avait massé des troupes sur la frontière, déclare la guerre à la France.²

L'AGRESSION ITALIENNE

Les opérations vont être dans les Alpes limitées : dans le secteur du Dauphiné, les Italiens, qui déclenchent leur attaque le 21 juin, occupent la commune de Ristolas - dont le hameau de La Monta est incendié - et une partie du village d'Abriès, ils sont stoppés devant Montgenèvre ; ce même 21 juin, 57 obus de mortier français réduisent au silence les batteries italiennes du fort du Chaberton.

L'armistice franco-italien du 24 juin 1940, bien plus conséquence indirecte de l'effondrement français devant l'offensive allemande - et de la signature le 22 juin de l'armistice franco-allemand - que de succès militaires italiens, se limitant de fait à l'occupation de Menton sur la côte méditerranéenne, va créer le long de la frontière une zone d'occupation italienne de 800 km² ; dont 131 dans les Hautes-Alpes (Montgenèvre, pillée dès son occupation, Ristolas, Roux d'Abriès, Névaiche, Cervières).

De plus, l'article 3 de la convention d'armistice franco-italienne prévoit que «dans le territoire français métropolitain, la zone comprise entre [la zone occupée] et une ligne située à 50 kilomètres de celle-ci, à vol d'oiseau, sera démilitarisée pour la durée de l'armistice». Ainsi, les troupes françaises vont devoir évacuer leurs canonnements de Briançon et les ouvrages de défense dont les pièces non évacuables doivent être mises hors service.

SOUS L'ETAT FRANÇAIS

Lorsque le 10 juillet 1940, les 670 (sur 907) députés et sénateurs qui ont pu répondre à la convocation des présidents de leurs assemblées se réunissent en Assemblée Nationale dans les locaux de l'Opéra de Vichy, ils vont être mis en demeure de voter les pleins pouvoirs à Pétain, chef du gouvernement depuis le 16 juin lui permettant de fait de suspendre les institutions républicaines et lui donnant des pouvoirs constituants.

80 parlementaires voteront contre, 20 s'abstiendront et 569 approuveront. Parmi ces derniers, les 3 députés des Hautes-Alpes : Auguste Muret, député-



maire socialiste (SFIO) de Gap³, Jean-Michel Péliissier (Gauche indépendante) et Maurice Petsche (Gauche radicale) ainsi que le sénateur Maurice Toy-Riont. (Union Républicaine).⁴

Pendant un peu plus de deux ans, le département des Hautes-Alpes va vivre sous l'administration pétainiste - le 2 novembre 1940, le même jour que Jean Moulin et que le Préfet d'Ille-et-Vilaine Jouany, le Préfet des Hautes-Alpes Morel est révoqué et mis en disponibilité, sans qu'interfèrent outre mesure les membres des commissions d'armistice italiennes dans la vie publique quotidienne.

Celle-ci devra sacrifier à minima au culte du Maréchal, avec portraits dans les édifices publics et établissements d'enseignement, les enfants devront chanter en entrant en classe «Maréchal nous voilà», mais il n'y aura entre 1940 et 1943 que 3 inaugurations de «rue - ou place - Pétain » et entre 1940 et 1944 moins d'une vingtaine de «fêtes du Maréchal », lequel d'ailleurs ne viendra jamais en visite officielle dans le département. Seule la Légion des Combattants aura jusqu'en 1942 une audience importante ; en revanche, les Volontaires de la Révolution Nationale (VRN) puis le Service d'Ordre Légionnaire (S.O.L.), ancêtres de la Milice elle-même, créée le 30 janvier 1943, sa «Franc-Garde » comptera - selon son délégué général Pierre Cance - 81 membres dans les Hautes-Alpes à la date du 19 juin 1943.

¹ Auguste Muret adressera en septembre 1940 une lettre à Pétain s'élevant contre les violations de la loi républicaine. Cependant, le 19 octobre suivant, il fera voter par le conseil municipal de Gap un vœu de soutien au Chef de l'Etat français. Ce qui n'empêchera pas le préfet de réclamer la suspension du Conseil au motif que ce geste «ne saurait être regardé comme une manifestation sincère... mais comme une manœuvre...» Démis de ses fonctions le 24 novembre 1940, Auguste Muret apportera par la suite un concours à la Résistance, avec laquelle les députés Michard-Péliissier et Petsche noueront des liens qui les relèveront à la Libération de l'inéligibilité frappant les parlementaires ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain.

⁴ L'autre Sénateur des Hautes-Alpes, Maurice de Rothschild, avait quitté la France en juin 1940 et fut déchu de la nationalité française par l'administration pétainiste.

¹ Dépendant de la 27^e Division d'Infanterie Alpine (Grenoble, général Doyen).

² Les habitants des hameaux et villages frontaliers ont été évacués en Ardèche.

UN DEPARTEMENT REFUGE

Département peu peuplé, inséré dans le Massif montagneux alpin, avec de multiples vallées, des forêts, des alpages, isolé de la côte provençale, à l'écart de la grande voie de communication de la vallée rhodanienne, les Hautes-Alpes vont apparaître comme un lieu de refuges, tant urbains que ruraux, même si ceux-ci vont se révéler parfois précaires.

Ainsi en est-il du Centre d'Accueil du Lastic (commune de Rosans), centre d'apprentissage rural dirigé par l'Abbé Glasberg⁵ et ouvert fin juin 1942 pour sortir des jeunes de centres d'internement. Mais, le 26 août 1942 (donc avant l'invasion de la Zone sud par les Allemands), la brigade de Veynes de la gendarmerie nationale fait - à la demande du Préfet des Hautes-Alpes - irruption à 0 h 30 dans le Centre du Lastic pour y interpellier «33 Israélites étrangers» afin de les conduire au camp des Milles (Bouches-du-Rhône), antichambre de la déportation.

Le Petit séminaire du Domaine de Charance à Gap va être aussi un lieu de refuge où le surveillant général Joseph Richard, entré en Résistance sous le nom de «Duchamblo», cachera un artiste juif allemand, Werner Epstein, et le commandant italien des troupes de Gap, Mazzinguy, évadé après l'arrivée allemande.

Parmi les autres lieux de refuge des Hautes-Alpes, mentionnons le Couvent Saint-Joseph à Gap, le château de Chamargues, la Grave, le Château de Montmaur, où le commandant Antoine Mauduit⁶ installe le siège de son Association «la Chaîne», officiellement destinée à accueillir des prisonniers libérés ou évadés d'Allemagne, mais qui abritera aussi à partir de novembre 1942 des démobilisés de l'armée d'Armistice et des réfractaires au STO. Château de Montmaur où seront hébergés deux mois durant en 1942 Arno et Raïssa Klarsfeld et leurs deux enfants Serge et Georgette⁷, et où passera de façon épisodique, fin 1942-début 1944, le Résistant... François Mitterrand...⁸

UNE RESISTANCE ACTIVE

Dès les premiers jours de la mise en place du régime de Vichy, la Résistance va s'organiser. Clandestin depuis son interdiction en septembre 1939, le Parti Communiste se réorganise et entame la collecte des armes. En 1941, il lance la



Pierre Poutrain

Paul-Marie Radius

Antoine Mauduit

Jean Drouot-L'Hermine

structuration du Front National. Après l'invasion de la zone sud et l'arrivée des Italiens en novembre 1942, l'O.R.A. se structure sous la direction du Commandant Daviron, les maquis se forment, de l'A.S., des FTP, de l'O.R.A...

L'instauration du Service du Travail Obligatoire en 1943 va conduire nombre de jeunes dans les différents maquis qui se sont constitués, notamment dans le Champsaur, tels les maquis de Champoléon, de Chauffayer, de Saint-Firmin, de La Laye, de Saint-Bonnet, de La Fare... Des maquis qui vont se renforcer notamment par l'apport de militaires aguerris issus de l'Armée d'Armistice, dissoute après l'invasion de la zone sud le 11 novembre 1942, de Républicains espagnols, de jeunes Alsaciens (une vingtaine) refusant l'incorporation dans la Wehrmacht.

La fin de l'année 1943 va - alors que la défection de son allié italien conduit la Wehrmacht à envahir la zone sud, elle arrive dans le Champsaur en septembre 1943⁹ - voir une recrudescence de l'action de la Résistance : ainsi un rapport préfectoral daté de novembre 1943 évoque successivement l'exécution le 6 novembre du Président communal de la Légion des combattants de Riviers, le 12 novembre un vol à main armée au Centre de Jeunesse et Montagne, le sabotage des circuits téléphoniques entre Saint-Etienne-en-Dévoluy et Agnières-en-Dévoluy, le 22 novembre la pose d'un engin explosif sur un pylône électrique, d'un engin incendiaire à Briançon, etc.

Informés, notamment par une traite, de l'importance de la Résistance dans le Champsaur, les Allemands montent des opérations répressives, contre le maquis de Champoléon le 13 novembre 1943, à Pregentil où est capturé Pierre Poutrain qui sera fusillé, dans le village de Saint-Firmin ; d'autres suivront. Paul-Marie Radius, officier Saint-Cyrien, responsable du maquis de Champoléon, dénoncé, est arrêté et, après avoir été torturé, sera fusillé 172 Champsauriens seront déportés.

⁹ L'arrivée des Allemands durcit la répression, la villa Mayol devient à Gap un lieu de tortures.

Le développement de la Résistance dans les Hautes-Alpes va conduire les responsables régionaux de la Résistance à y envoyer des cadres : ainsi le Colonel Drouot-L'Hermine arrive de la Drôme pour prendre le commandement des FFI, Roger Deléaz (*tabac*), venu depuis les confins du Jura et de l'Ain, devient le chef FTP des Hautes-Alpes. Quand en mai 1944 l'appareil régional FTP réuni à Grenoble tombe, c'est Fernand Bordebedat qui devient le chef d'état-major des FTPF pour l'Isère et les Hautes-Alpes.

LA LIBERATION

Alors que le débarquement a eu lieu en Normandie, et que d'évidence un autre se prépare sur les Côtes de Provence, les actions de la Résistance se multiplient : début juillet 1944, la voie ferrée Briançon-Gap saute. La veille du débarquement à la mi-août en Provence, le pont de chemin de fer saute lui aussi à Savines...

La Libération de Gap va avoir lieu le 20 août 1944. Et sera principalement le fait des FFI¹⁰ que commande Drouot-L'Hermine, malgré la fanfaronnade du commandant allemand qui la veille avait déclaré refuser de se rendre à des «terroristes». Après quelques légers échanges de tir, les 1 200 hommes de la garnison allemande - dont 40 officiers déposaient les armes et entrent en captivité.

Le Président du Comité Départemental de Libération Haut-Alpin va être Edmond Pascal, ancien instituteur à Ceillac puis professeur d'histoire et de géographie au lycée et à l'Ecole normale de Gap. Secrétaire départemental du Syndicat national des instituteurs de 1922 à 1925, maire adjoint radical-socialiste de la ville, il était entré dans le corps préfectoral et devenu en 1936, préfet des Ardennes. Limogé le 29 juin 1941 par le Régime de Vichy, il était revenu dans la région et, en contact avec Jean Moulin, y avait rejoint la Résistance. Edmond Pascal sera bientôt nommé préfet des Hautes-Alpes libérées, à la demande des mouvements de Résistance.

¹⁰ Les Résistants Haut-Alpins sont appuyés dans leur offensive par le détachement A - commandé par le capitaine Piddingt Piddington - de la «Task Force Buttler» du 7th U.S. Corps, qui avait pris Sisteron avant de poursuivre sur Gap.

⁵ L'Abbé Glasberg, d'origine juive, sera bien plus tard après la Libération l'un des vice-présidents de l'ANACR.

⁶ Lié à l'O.R.A., le commandant Mauduit participe au Réseau de renseignements «Mathilda». Il sera arrêté le 29 janvier 1944 suite à une dénonciation, et déporté à Buchenwald le 12 mai 1944 puis à Dora. Libéré de Bergen-Belsen il décédera d'épuisement le 9 mai 1945.

⁷ 23 «Justes parmi les nations» seront recensés dans les Hautes-Alpes.

⁸ C'est au Château de Montmaur que François Mitterrand fondera le Rassemblement National des Prisonniers de Guerre (RNPG) l'un des mouvements de Résistance des Prisonniers.

OCCUPATION NAZIE ET RESISTANCE EN BELGIQUE

Lorsque le 10 mai 1940, après près de neuf mois de «Drôle de guerre», c'est-à-dire de peu d'activités militaires sur la frontière franco-allemande d'Alsace et de Lorraine mosellane depuis le début de la guerre le 3 septembre 1939, la Wehrmacht passe à l'attaque contre la France, elle le fait – en contournant ainsi la ligne Maginot – à travers la Forêt des Ardennes, c'est-à-dire en violant la neutralité belge ; simultanément, elle envahit le Luxembourg et attaque les Pays-Bas.

Depuis l'invasion par la Wehrmacht le 9 avril précédent du Danemark et de la Norvège, pays neutres, il était évident que la neutralité de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg n'était pas une garantie de leur sécurité.

De fait, la Belgique avait perçu la menace depuis la remilitarisation par Hitler de la Rhénanie en 1936, contrairement aux dispositions du traité de Versailles de 1919. Conséquemment, depuis septembre 1939, l'armée belge a 650 000 hommes sous les drapeaux, auxquels s'ajoutent 50 000 miliciens et 10 000 gendarmes militarisés ; il y a potentiellement 300 000 mobilisables supplémentaires, dont un tiers de réservistes. Soit 18 divisions d'infanterie dont 6 d'active, 2 divisions de chasseurs Ardennais, dont une motorisée, 2 divisions de cavalerie motorisée... Sur le plan statique, la défense belge s'appuie sur le fort d'Ében-Émael, un ouvrage fortifié réputé imprenable situé près de la charnière des frontières allemandes et néerlandaises.

UNE ATTAQUE BRUTALE

La brutalité de l'attaque allemande dans la nuit du 10 mai 1940 entrave la mobilisation des réservistes belges, la chute rapide – le 11 mai – du fort d'Ében-Émael portant un coup sévère à la défense belge et au moral de son armée.

Cependant, la résistance de l'Armée belge, s'appuyant sur d'autres forts de l'Est du Pays (celui de Tancremont-Pépinster, au sud de Liège, attaqué dès le 12 mai ne capitulera que le 29 mai), sur les fleuves (Meuse, Escaut, Dyle...) et le canal Albert, va permettre la mise en œuvre du Plan Bréda-Dyle. C'est-à-dire, venant épauler l'Armée belge, l'entrée en Belgique de forces françaises – 7^e Armée (Giraud) se dirigeant le long de la côte vers Anvers pour faire jonction avec les forces néerlandaises, 1^{re} Armée (Blanchard) vers Namur et Liège, 9^e Armée (Corap) vers Dinant – et britanniques (10 divisions d'infanterie, 1 brigade blindée...) se dirigeant vers Bruxelles puis la Dyle et le canal Albert.

Malgré ces renforts, la Belgique va finir par être submergée. Au Nord, malgré l'appui de troupes françaises en Zélande, les forces armées néerlandaises capitulent le 15 mai, rendant disponibles de nouvelles troupes pour l'offensive de la Wehrmacht. Au sud-est du front, la Meuse française est franchie par les Allemands le 12 mai, Sedan est prise et dépassée le 14 mai, la Wehrmacht entamant un vaste mouvement d'enveloppement qui se traduit par la prise le 21 mai d'Amiens et d'Arras puis l'arrivée sur les côtes de la Manche, encerclant le groupe d'Armées françaises, le corps expéditionnaire britannique.

Dès lors, les événements vont s'accélérer,

d'autant plus qu'en Belgique, les Allemands ont aussi connu des succès : Namur est abandonnée par les forces franco-belges le 15 mai, après un repli sur l'Escaut, Bruxelles et Anvers tombent le 18 mai, Gand le 23, les Belges tiennent cinq jours durant sur le front de la Lys, qui est enfoncé le 27 mai. La gravité de la situation va s'accroître avec la décision du gouvernement britannique de donner l'ordre à son corps expéditionnaire de quitter ses positions pour se replier précipitamment sur Dunkerque afin de se réembarquer.



Le journal *La Nation* belge titre : «L'Armée belge a cessé le combat».

LA CAPITULATION

Alors qu'après l'invasion de leurs pays et avant leur capitulation militaire face à la supériorité de la Wehrmacht, les souverains et gouvernements norvégiens, néerlandais et luxembourgeois choisirent de se réfugier en Grande-Bretagne en appelant à continuer la lutte contre l'envahisseur, et qu'au Danemark le souverain et le gouvernement danois décidèrent après l'invasion du 9 avril de rester au pays et d'une coopération se voulant – du moins à ses débuts – distante avec l'occupant, le choix des dirigeants belges va être différent, dissociant le souverain et le gouvernement.

Alors que le gouvernement d'union nationale dirigé par Hubert Pierlot, replié en France, s'est installé le 23 mai à Poitiers, le roi Léopold III, resté en Belgique, averti par son état-major le 26 mai – ainsi que le commandement allié – «que les limites de la résistance belge sont bien près d'être atteintes», décide le 28 mai d'accepter la reddition de l'armée belge.

Le gouvernement belge publie aussitôt une déclaration : «l'acte que nous déplorons est sans valeur légale ; il n'engage pas le pays... Le Roi, rompant le lien qui l'unissait à son peuple, s'est placé sous le pouvoir de l'envahisseur. Dès lors, il n'est plus en situation de gouverner, car de toute évidence, la fonction de Chef de l'Etat ne peut être exercée sous le contrôle de l'étranger... Le gouvernement sûr d'être l'interprète de la volonté du pays, est résolu à continuer la lutte pour la délivrance du pays».

Le 31 mai, réuni en exil à Limoges, le Parlement belge vote à l'unanimité une motion constatant «l'impossibilité juridique et morale pour Léopold III de régner».

¹ Le Roi Léopold III déclare avoir capitulé en tant que chef des armées et se considérer comme prisonnier, «interné» par les Allemands au Palais royal de Laeken.

L'armistice demandé par Pétain en juin 1940 va mettre en porte-à-faux le gouvernement belge, qui s'est replié le 17 juin à Bordeaux, où ont afflué les réfugiés belges, avant de s'installer du 25 au 28 juin à Sauveterre de Guyenne. Une période d'interrogations et d'incertitude s'ouvre et plusieurs attitudes se font jour...

Plus jeune des ministres belges, Marcel-Henri Jaspar, constatant le découragement de ses collègues et qu'il est en minorité quant à la poursuite de la lutte, décide de sa propre autorité de quitter Bordeaux pour Londres, d'où le 23 juin il lance sur les ondes de la BBC appelant les ministres, officiers, soldats, ou marins à venir le rejoindre et à lutter aux côtés des alliés, auxquels il promet l'apport des ressources du Congo belge : «...La guerre pour la libération de notre patrie continue et continuera jusqu'à la victoire».

Jaspar est aussitôt désavoué par le Gouvernement Pierlot, tenté de calquer sa position sur celle du gouvernement de Pétain et qui, le 27 juin, adopte une déclaration ambiguë quant à ses intentions : «Le sort des armes nous a été défavorable. L'armée française, après s'être magnifiquement battue, a renoncé à la lutte. Un armistice a été conclu entre la France et l'Allemagne. Notre tâche, dès lors, est avant tout d'assurer le retour au pays des officiers, soldats, fonctionnaires et réfugiés belges et de faire en sorte que l'union de tous les Belges, dans le malheur qui les frappe, se fasse plus étroite que jamais. À cet effet, nous avons entrepris d'entrer en rapport avec le pouvoir occupant et avec les autorités qui sont demeurées en Belgique».

Quittant Bordeaux, le gouvernement Pierlot – réduit à son président et à 4 ou 5 ministres – va s'installer à Royat, près de Clermont-Ferrand, non loin de Vichy. Il y restera jusqu'en octobre 1940 et, sans réponse à ses ouvertures de dialogue, finira par gagner Londres via – non sans difficultés – l'Espagne et le Portugal.

LA BELGIQUE SOUS LA BOTTE

Pendant la période des hostilités, du 10 au 31 mai, les territoires envahis ont été placés directement sous l'autorité des haut-commandants militaires de l'offensive à l'Ouest.

À partir du 1^{er} juin 1940 et jusqu'à sa libération, la Belgique occupée va être dotée d'une administration militaire allemande, («*Militärverwaltung von Belgien und Nordfrankreich*»), à laquelle vont être rattachés les départements français du Nord et du Pas-de-Calais et qui aura à sa tête jusqu'au 18 juillet 1944 le général Alexander von Falkenhausen.² L'exil du gouvernement Pierlot et l'internement du Roi Léopold III vont laisser la Belgique sans pouvoir politique central. Toutefois, ainsi que prévu constitutionnellement, le gouvernement Pierlot

² Neveu de Ludwig von Falkenhausen, qui fut gouverneur général allemand de Belgique occupée en 1914-1918. Hobereau prussien, Alexander von Falkenhausen passe pour avoir été «antirazi». Soupçonné d'avoir été impliqué dans le complot et l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler, il est arrêté et interné dans la baraque des personnalités de Buchenwald puis à Dachau. Toutefois, c'est sous son autorité et sa signature que 25 000 Juifs de Belgique et du Nord de la France seront envoyés dans les camps de la mort, que 43 000 autres personnes seront déportées (14 000 décéderont), que des dizaines de milliers de Résistants seront arrêtés, torturés, fusillés, que 240 otages seront exécutés...

avait délégué le 16 mai 1940 à son départ du pays des pouvoirs notamment administratifs à un Comité de cinq «secrétaires généraux» de ministères (sous la présidence d'Alexandre Delmer, du ministère des Travaux Publics).³

Le Comité des Secrétaires généraux, qui reçoit de l'administration militaire allemande des directives à appliquer, va être divisé entre partisans du «moindre mal» et pro-allemands, dont Victor Leemans, du ministère des Affaires économiques. La mise à l'écart d'Alexandre Demer le 31 mars 1941 et le remplacement de secrétaires généraux par des pro-allemands, dont Gérard Romsée, membre du Parti nationaliste flamand pro-nazi V.V.N. Romsée, qui devient secrétaire général à l'Intérieur, va nommer à la tête de la Police belge un pro-allemand, Emiel van Coppenolle, qui prendra aussi en 1943 le contrôle de la gendarmerie.

L'action du Comité des secrétaires généraux va être aussi conditionnée par la surenchère dans la servilité à l'égard des occupants que manifestent les partis collaborateurs, et par les divergences existant chez les Allemands quant à l'avenir de la Belgique : maintien de son unité ou création d'un Etat flamand nazi, que réclame au nom de la germanité le «*Vlaamsch Nationaal Verbond*» (V.V.N.) de Staf De Clercq, voire accompagné d'un «Etat» wallon francophone vassal de l'Allemagne auquel rêve Léon Degrelle, leader depuis l'entre-deux guerres d'un parti catholique de droite ayant évolué vers le fascisme, «Rex».

Pendant les quatre années d'occupation, les collaborateurs tant flamands que wallons vont rivaliser dans le rôle de supplétifs. Cela va se traduire spectaculairement par la constitution de «Légions» («Flandern» et «Wallonie») de volontaires qui donneront naissance à deux divisions S.S., la 27^e division de grenadiers volontaires «Langemarck», flamande, et la 28^e Division SS «Wallonie» (dans laquelle s'engagera Degrelle), qui combattront sur le front Est, à Leningrad, en Ukraine, dans les Pays Baltes, en Courlande, en Poméranie.

En Belgique même, les collaborateurs vont se faire aussi les supplétifs de la politique répressive de l'occupant nazi. En premier lieu à l'égard des près de 100 000 Juifs de Belgique (dont 20 000 réfugiés d'Allemagne), à l'encontre desquels les premières ordonnances discriminatoires sont prises dès le 28 octobre 1940 ; de multiples interdits professionnels s'accumuleront en 1941 et 1942, le port de l'étoile jaune étant institué le 27 mai 1942. Et, la «solution finale» va être mise en œuvre à partir de l'été 1942 pour les Juifs étrangers (90% de la communauté juive de Belgique) : 28 convois déportent 25 000 personnes depuis le camp de transit de Malines vers Auschwitz-Birkenau, d'où seules 1203 revinrent.

L'autre «cible» des occupants et de leurs collaborateurs sera la Résistance, qui s'est manifestée dès les premiers temps de l'Occupation.

MOUVEMENTS ET RESEAUX

La Résistance belge va naître du refus de l'abaissement du Pays et des mesures atten-

tatoires aux libertés démocratiques, du refus du pillage par l'occupant affamant la population, elle sera en liaison avec le gouvernement belge réfugié à Londres et qui maintient la Belgique aux côtés des Alliés.

Une quinzaine de mouvements de Résistance ont été reconnus officiellement après la guerre par les autorités belges, dont douze dès février 1949.

L'«Armée de Belgique» (54 000 membres entre 1940 et 1944) est le nom que prirent après leur fusion en 1942 deux mouvements de Résistance, «la Légion Belge» fondée en août 1940 par le capitaine Charles Claser qui, arrêté et déporté, s'éteindra le 12 décembre 1944 au camp de Gross-Rosen, et de l'«Armée Belge Reconstituée» fondée par le colonel Lentz, qui sera arrêté en mai 1941, interné à la prison de Saint-Gilles avant d'être transféré en janvier 1945 à Sachsenhausen ; lui succéda le colonel Jules Bastin, qui sera lui aussi déporté et mourra à Gross-Rosen. Le 1^{er} juin 1944, l'Armée de Belgique prit le nom d'«Armée Secrète» (A.S.), sous le commandement du général Jules Pire. L'A.S., très liée à ses directives, aura un statut officiel auprès du gouvernement belge de Londres.



Ecussons de L.A.S., du F.I. et du M.N.B.

L'autre grand mouvement de Résistance, créé à l'initiative du Parti communiste belge⁴ en mars 1941, sera le «Front de l'Indépendance» (*Onafhankelijkheidsfront*, en flamand), et aura à sa tête le Dr Albert Mateaux et Fernand Demany, tous deux communistes, ainsi que l'Abbé André Bolland. Ayant vocation à rassembler toute la Résistance, le «Front de l'Indépendance» (F.I.) intégrera l'«Armée Belge des Partisans» («Partisans Armés», P.A.), dirigée notamment par Raoul Baligand, ancien des Brigades internationales, Pierre Joye, Jean Terfve, Henri Buch, Raymond Dispy, commandants nationaux, Albert de Coninck, Jacques Grippa, Théo Dejace... Le colonel Guillery représentera le Gouvernement belge de Londres auprès du F.I. et des P.A., lesquels auront rassemblé durant l'Occupation plus de 13 000 membres.

Ils seront 35 000 pour tout le Front de l'Indépendance, qui aura fédéré aussi le «Comité de Défense des Juifs» (CDJ), fondé par Hertz et Jospa et Have Groisman, qui réussira, grâce à l'appui de bourgmestres et agents communaux de plus de 200 communes, de 138 institutions, de 700 familles d'accueil et d'un réseau catholique clandestin, à sauver 3 500 enfants juifs de la déportation, à fournir des subsides à plus de 5 000 Juifs cachés. Mentionnons encore au sein du Front de l'Indépendance les «Milices Patriotiques», les «Comités de lutte syndicale», l'«Österreichische Freiheitsfront» (réfugiés autrichiens), «Wallonie libre».

Le «Mouvement National Belge» – «*Belgisch Nationale Beweging*» (30 000 membres) fut fondé le 17 décembre 1940 par Aimé Dandoy

(«*Figaro*») dans son salon de coiffure à Etterbeek. Arrêté par la Gestapo le 23 octobre 1941, Aimé Dandoy – qui disparaît en mars 1945 à Bergen-Belsen – sera remplacé par Camille Joset (arrêté le 27 avril 1942) puis par Raymond Defonseca (arrêté en février 1944) et F. Lambert. Le MNB se spécialisa dans les filières d'évasion de pilotes alliés, l'édition de journaux clandestins, le renseignement, le sabotage...

Mentionnons encore «le Mouvement National Royaliste» (MNR)–*Nationale Koninklijke Beweging* (NKB), venu de l'extrême-droite rexiste et entré en clandestinité en juillet 1941 (8 500 membres), «Les Insoumis», mouvement d'action armée créé en octobre 1943 à partir du réseau de diffusion du journal du même nom fondé en mars 1941, l'«Armée de la Libération» fondée fin 1940 par des syndicalistes démocrates-chrétiens, les «Afranchis», la «*Kempisch Legioen*» (en Campine), la «Brigade Blanche», le «Groupe G», «Groupe Zéro»... Plus de 650 journaux clandestins seront publiés par les différents mouvements.

Résistance de Mouvements, la Résistance belge fut aussi une résistance de Réseaux : réseaux de renseignements (40 réseaux) et 21 000 personnes dont 1 800 Français) et réseaux d'évasion ; dont certains furent franco-belges. Réseaux Luc-Marc, Clarence, Bayard, «Zéro-France», «Pat'O Leary», «Coty», «Reims-Noël», ligne d'évasion «Comète» dirigée par la comtesse Andrée De Jonghe... 1 600 pilotes alliés furent ainsi exfiltrés.

Fait unique en Europe, le 19 avril 1943, le 20^e convoi de déportation de Juifs de Belgique sera attaqué et 231 déportés s'évaderont, le 30 juillet 1943, les «Partisans Armés» dynamiteront la ligne ferrée Louvain-Ottignies : 270 soldats allemands furent tués, le 15 janvier 1944, le groupe G fit sauter 28 pylônes à haute tension. Dans l'Ardenne belge, l'A.S. et les Milices patriotiques ont implanté des maquis, que le refus du STO instauré le 6 mars 1942 renforcera.

La Résistance fut aussi active dans la libération du Pays, harcelant les Allemands : dans la région de Mons, les Partisans Armés et les Milices patriotiques firent 23 000 prisonniers entre le 3 et le 12 septembre 1944, les installations portuaires d'Anvers furent sauvegardées grâce à la Brigade Blanche...

167 000 Résistants furent recensés, 30 000 furent arrêtés, 15 000 perdirent la vie.

Evoquons aussi la Brigade Piron (2 400 hommes) de l'armée belge formée en Grande-Bretagne : débarquée en Normandie le 8 août 1944 à Arromanches et Courseulles, elle passe à l'attaque le 17 août, libère Franceville le 18, Cabourg le 21, Honfleur le 24. Le 29 août, elle passe la Seine et reçoit l'ordre de marcher sur Bruxelles, où elle entre le 4 septembre.

⁴ Le Parti Communiste de Belgique (PCB), avait fait élire 9 députés et 4 sénateurs en mai 1936. Engagé dans l'aide à l'Espagne républicaine, il avait 8500 membres en 1938, essentiellement wallons et bruxellois, dans les centres miniers et industriels. Son approbation du Pacte germano-soviétique puis ses contacts au début de l'Occupation avec les autorités allemandes l'ont un temps isolé. Il va devenir l'une des principales forces de la Résistance, objet d'une féroce répression. Plusieurs de ses dirigeants, tels Julien Lahaut et Jean Terfve, seront arrêtés le 22 juin 1941 lors de l'opération Sonnenwende menée par le Sipo-SD. Après une gigantesque autre rafle en juillet 1943, qui entraîne l'arrestation des principaux cadres clandestins du PCB et des «Partisans Armés», la direction du Parti sera assurée jusqu'à la Libération par Edgar Lalmand.

³ Travaux Publics, Intérieur, Education nationale, Finances, Travail. Ils seront rejoints en août 1940 par cinq autres : Justice, Agriculture, Affaires économiques, Transport et PTT, Colonies.

ADDI BÂ, MAQUISARD VOSGIEN

Lorsque débute l'offensive allemande à l'Ouest le 10 mai 1940, l'état-major français a, parmi les troupes à sa disposition la «Force noire», chère au général Mangin, c'est-à-dire huit divisions d'infanterie coloniale (D.I.C.), comptant notamment en leur sein des régiments de tirailleurs sénégalais (R.T.S) ; l'appellation «tirailleur sénégalais» ne doit pas faire illusion quant à l'origine géographique des soldats : ils peuvent certes venir du Sénégal, mais aussi - par exemple - du Cameroun, du Soudan (actuel Mali), du Congo ou de Guinée...

C'est ainsi qu'Addi Bâ (ou Mamadou Hady Bah), un jeune Guinéen, né en 1911 selon son livret militaire (ou 1913 ou 1916 selon d'autres sources) et auquel l'administration coloniale attribua le 25 décembre comme date de naissance, venu en France vers le milieu des années trente comme aide de cuisine et qui résida en 1936-1937 à Langeais, en Indre-et-Loire, dans la famille du percepteur de la ville, Ernest Maurice, avant de partir en 1938 vivre à Paris comme cuisinier, s'engagea le 20 novembre 1939 pour la durée de la guerre. Laquelle avait commencé avec l'Allemagne depuis le 2 septembre précédent.

AU 12^e R.T.S.

Après des classes effectuées au dépôt 188 d'infanterie coloniale à Rochefort, Addi Bâ fut affecté au printemps 1940 au 12^e R.T.S., qui va être envoyé au printemps 1940 sur le front des Ardennes.

Le 12^e RTS va être l'une des unités qui, dans les Ardennes et sur la Meuse, vont recevoir le choc des offensives allemandes, notamment le 18 mai 1940 à Beaumont-en-Argonne. Dans la nuit du 15 au 16 juin 1940, lors de la deuxième phase de l'offensive de la Wehrmacht dans l'Est de la France, une cinquantaine de tirailleurs sénégalais du 12^e RTS faits prisonniers, dont de nombreux blessés, sont massacrés dans la forêt de Brillon-en-Barrois par des soldats de la 6^e Panzerdivision.

Le 19 juin, placé sous les ordres du commandant Graff, un bataillon du 12^e RTS ayant reçu pour mission d'empêcher les chars allemands de franchir la Meuse les stoppe au prix de lourdes pertes au niveau du pont d'Harréville-les-Chanteurs, dans la Haute-Marne. Un monument a été élevé à la mémoire des tués du bataillon.

Entre le 18 et le 21 juin, plusieurs tirailleurs du 12^e RTS - et du 14^e RTS qui a combattu à ses côtés - sont faits prisonniers au sud de Saxon-Sion lors de leur repli vers les Vosges. Parmi eux, Addi Bâ, le 21 juin.

Le soir même, à la faveur de l'ébriété des gardiens célébrant avec force champagne leurs victoires, Addi Bâ s'évade avec d'autres tirailleurs et se réfugie dans la Forêt de Saint-Ouen-lès-Parey. Bien leur en a pris : le 19 juin, une centaine de prisonniers de guerre français, en majorité des Tirailleurs du 12^e R.T.S., avaient

été assassinés par les soldats de la Wehrmacht dans une grange près de Neufchâteau.

Addi Bâ et ses compagnons - une quarantaine - vont errer jusqu'à l'approche de l'automne pendant plusieurs semaines dans les forêts de la Région, se logeant dans des maisons forestières, recevant dans leur quête de nourriture l'aide de la population. Comme celle que Marie-Pauline Mallière, institutrice de maternelle à Saint-Ouen-lès-Parey, apporte à Addi Bâ, qu'elle va mettre en relation avec Louis Dormois, maire de Tollaincourt.

La présence durable dans la région de ces prisonniers africains évadés, qui plus est facilement identifiables, représentant un danger pour eux et la population qui les aide, leur évacuation va être organisée vers la Suisse, notamment grâce aux passeurs vosgiens de la région de Remiremont.

Addi Bâ quant à lui va faire le choix de rester, Louis Dormois mettant à sa disposition une maison inhabitée de Tollaincourt, petit village de 200 habitants ; quelques autres feront le même choix, comme Adama Diongal, originaire de Haute-Volta (actuel Burkina Faso), lui aussi du 12^e RTS (ou du 14^e RTS), qui reste un temps à Tollaincourt avant de rejoindre une ferme isolée du village de Villotte.

A TOLLAINCOURT

Addi Bâ, qui s'intègre socialement dans la population de Tollaincourt, qui l'invite aux fêtes notamment familiales, et à laquelle il apporte son aide aux travaux du quotidien, va être mis en contact avec deux habitants de Lamarche, village voisin de Tollaincourt, Marcel Auburger et Georges Froitier, qui sont à l'origine de la mise sur pied d'un réseau de Résistance dans la région. Réseau auquel Addi Bâ apportera son concours, comme lors de la prise en charge en novembre 1942 de l'officier aviateur britannique Lawrence W. Horne, abattu par la DCA (Flak) allemande et qui sera exfiltré vers la Suisse.

L'année 1943 est à de multiples égards l'année des tournants dans la lutte contre les forces de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon et leurs alliés et vassaux, tel le régime pétainiste). Deux événements vont conduire au développement d'une forme de Résistance, le «maquis», principalement dans les régions boisées et montagneuses ; ce qui est le cas des Vosges.

En effet, la décision d'instauration du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) par les autorités pétainistes visant à envoyer en Allemagne près de 350 000 travailleurs va conduire en 1943 nombre de réfractaires vers les maquis qui se constituent pour les accueillir. De plus, le débarquement allié est espéré à l'Ouest pour le milieu du printemps 1943, et les maquis peuvent concentrer des effectifs de combat.

C'est dans ce contexte qu'en octobre 1942, «Gauthier», responsable du Mouvement



«Ceux de la Résistance» (CDLR), demande à Marcel Arburger («Simon») s'il existe une possibilité d'installer un maquis dans les bois entourant Lamarche.

LE MAQUIS DE LA DELIVRANCE

C'est ainsi que va naître le «Camp de la Délivrance», qui n'est pas un maquis de combat mais un maquis-refuge, que vont rejoindre plus de 150 jeunes, principalement en juin 1943 ; des annexes vont devoir être installées dans les forêts voisines de Romain-aux-Bois et Soulaucourt.

Addi Bâ va être choisi pour encadrer le camp de la Délivrance, dont il va falloir édifier les huttes, cabanes et abris divers. En même temps, s'appuyant sur son réseau de relations, il va, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres, trouver les sources de ravitaillement du maquis, voyageant de nuit vers les fermes des alentours.

Au mois de juillet 1943, une douzaine de Russes, déserteurs de l'Armée Vlassov (recrutée dans les camps de prisonniers soviétiques et combattant sous commandement allemand), rejoignent le Maquis de la Délivrance, accompagnés par deux Allemands présentés comme des déserteurs de la Wehrmacht ; par mesure de précaution certains veulent les exécuter, ce à quoi s'oppose Addi Bâ.

Mais, le 11 juillet, les deux déserteurs allemands disparaissant, le maquis de la Délivrance est par mesure de précaution dissous ; quatre jours plus tard, un millier de soldats allemands venus de Belfort et Epinal investissent le maquis où il n'y a plus que quelques retardataires.

A l'aube du 15 juillet, Addi Bâ est arrêté à son domicile, blessé aux jambes en ayant tenté de s'échapper. Transféré à la prison de la Vierge à Epinal, il y est torturé mais ne parle pas. Le 3 décembre, condamné à mort avec Marcel Arbuser, arrêté en septembre, par une Cour de justice allemande, il est fusillé le 18 décembre.

Notamment grâce aux efforts d'Hubert Mathieu, ancien du maquis et président de l'ANACR des Vosges, avec l'appui de l'ANACR Nationale, Addi Bâ reçut la Médaille de la Résistance à titre posthume en 2003. Deux rues, à Tollaincourt et à Langeais, portent son nom.

LES ETUDIANTS DANS LA RESISTANCE

«La Résistance étudiante» ou «les étudiants dans la Résistance» ? Comme pour d'autres études concernant la Résistance, l'approche est différente selon que l'on étudie la participation à la Résistance de couches spécifiques de la population – catégories socio-professionnelles (métallurgistes ou postiers, agriculteurs ou instituteurs, artisans et commerçants, etc.), sensi-

bilités confessionnelles ou politiques, jeunes ou moins jeunes, femmes ou hommes... - où que l'on approfondit la connaissance des structures clandestines, des journaux, des formes d'action et thèmes propres à telle ou telle couche sociale, à un milieu particulier... Notre dossier concernant les Etudiants et la Résistance emprunte à ces deux approches.

L'offensive allemande du 10 mai 1940, qui s'achève par la signature le 22 juin suivant à Rethondes de l'armistice consacrant la défaite de l'armée française et l'occupation de la moitié nord de la France ainsi que de sa façade atlantique, s'est déroulée alors que s'achevait l'année universitaire, avec pour conséquence immédiate dans les régions envahies la non-tenu ou l'interruption des examens en cours qui doivent être reportés, nombre d'enseignants, d'étudiants et de personnels universitaires administratifs ayant dû emprunter les routes de l'exode pour se réfugier dans ce qui devient la zone sud.

Avant même la défaite, la guerre avait perturbé la vie universitaire : à la fin de l'année universitaire 1938-1939, il y avait 79 000 étudiants dans les universités, en mai-juin 1940, ils ne sont plus que 55 000 : pour près d'un tiers d'entre eux, ils ont été mobilisés depuis la déclaration de guerre à l'Allemagne intervenue le 2 septembre 1939¹. Quant aux étudiants de Strasbourg, ils ont été – avec leurs professeurs et leur bibliothèque universitaire – repliés à Clermont-Ferrand le 23 novembre 1939, afin de les éloigner de la ligne de front située sur le Rhin.

C'est non loin de Clermont-Ferrand, à Vichy, qu'à partir du 1^{er} juillet 1940 s'installe, au sud de la ligne de démarcation séparant la zone occupée par la Wehrmacht nazie et la zone sud, le gouvernement formé à Bordeaux le 17 juin précédent sous la présidence du Maréchal Pétain.

C'est à Vichy que, convoqués par le gouvernement, députés et sénateurs ayant pu rejoindre la ville, vont – à l'exception de 80 d'entre eux – voter le 10 juillet 1940, il est vrai sous la menace, les pleins pouvoirs à Pétain pour proposer une nouvelle constitution ; ce qui va de fait abolir la République et conduire à l'instauration d'un régime autoritaire puisant ses sources dans les courants de pensée français les plus antidémocratiques et cléricaux, s'inspirant même sur de nombreux points du fascisme italien et du franquisme espagnol, le régime dit de l'«Etat français».

A peine plus d'un mois plus tard, dans

un article publié le 15 août 1940 par la *Revue des Deux Mondes*, Pétain affirme sans ambages que «*parmi les tâches qui s'imposent au Gouvernement, il n'en est pas de plus importante que la réforme de l'éducation nationale [...]. L'école française de demain enseignera avec le respect de la personne humaine, la famille, la société, la patrie. Elle ne prétendra plus à la neutralité. [...] L'école française sera nationale avant tout [...], l'école unique..., c'était sous couleur d'unité une école de division, de destruction nationale...*»

En 1934 déjà, alors que la République subissait les assauts des ligues factieuses d'extrême-droite, Pétain, qui aspirait à devenir ministre de... l'Education, affirmait : «*Avant de se jouer sur un champ de bataille, les destinées d'un peuple s'élaborent sur les bancs de la classe et de l'amphithéâtre*».²

L'UNIVERSITE CAPORALISEE

Ces orientations vont inspirer la politique d'éducation que mettront en œuvre les différents ministres de l'Education de l'administration gouvernementale pétainiste. Sénateur radical indépendant ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, le premier d'entre eux, Emile Mireaux, ne resta en poste au sein du gouvernement Laval que quelques semaines, Georges Ripert lui succédant dès le 6 septembre 1940 comme secrétaire d'Etat à l'Instruction publique et à la Jeunesse.

Doyen de la faculté de Droit de Paris, Georges Ripert, qui lors de la rentrée universitaire 1938-1939 avait appelé à accueillir dans les universités françaises les étudiants étrangers ayant dû fuir l'antisémitisme nazi et des dictatures fascistes d'Europe centrale et orientale, va se renier en appliquant dans l'enseignement les dispositions discriminatoires du «Statut des Juifs» édicté par l'administration pétainiste le 3 octobre 1940 : il fait dresser au sein de son administration des listes de Juifs et procéder aux premiers renvois à l'université de professeurs considérés comme tels au regard des dispositions du Statut des Juifs, signant notamment la révocation de René Cassin

dont il était l'ami avant la défaite de juin 1940.

Conséquence du remplacement de Pierre Laval par Pierre-Etienne Flandin et aussi probable retombée des événements du 11 novembre 1940 à Paris, Georges Ripert est remplacé par Jacques Chevalier, doyen de la faculté des lettres de Grenoble, secrétaire général de l'Instruction publique depuis le 11 septembre, très critique à l'égard de son prédécesseur auquel il reprochait sa «mollesse». Restant en place jusqu'à la formation le 10 février 1941 d'un nouveau gouvernement pétainiste dirigé par l'amiral Darlan, il s'attachera pendant ces quelques mois à combattre l'esprit laïc du corps enseignant, faisant la promotion de l'enseignement du catéchisme à l'école primaire.

Jacques Chevalier, muté au Secrétariat à la Famille, est remplacé par Jérôme Carcopino, un historien spécialiste de la Rome antique, qui certes est plus laïc que son prédécesseur mais qui va être à l'initiative de la mise en place d'un nombreux clausus limitant le nombre d'étudiants juifs à l'Université et appliquer les lois excluant Juifs et francs-maçons de la fonction publique : seuls un peu moins de 10% des universitaires classés comme Juifs obtiendront une dérogation.

Le dernier ministre de l'Education nationale de l'administration pétainiste, entré en fonctions le 18 avril 1942 lors du retour de Pierre Laval au pouvoir, est Abel Bonnard. Intellectuel connu de l'entre-deux guerres, journaliste, chroniqueur, entré en 1932 à l'Académie française, Bonnard est alors proche de l'Action Française de Maurras, et va par la suite adhérer au Parti Populaire Français (PPF) de Doriot, l'un des principaux partis de la collaboration.

De leur côté, en zone Nord, les occupants nazis vont – sous l'autorité directe du Gouvernement militaire allemand en France, le «*Militärbehelfshaber in Frankreich*» (MBF) – avoir une section de leurs services administratifs – le groupe 4, «*Schule und Kultur*» – spécialisée sur les problèmes scolaires et universitaires, notamment les questions étudiantes, et que dirige à Paris le Dr. Heinrich

¹ Cf. François Borella, Michel de la Fourmière, *Le syndicalisme étudiant*, Paris, Le Seuil, 1956.

² Cité par Anne Anglès : «L'Ecole sous Vichy».

³ Il fera après la guerre carrière au ministère des Affaires culturelles de Basse-Saxe, l'un des Länders de la R.F.A.

Dahnke.³ Par ailleurs, l'Ambassade d'Allemagne à Paris – dont le titulaire est Otto Abetz – a une section culturelle dirigée par Karl Epting, très impliquée dans la surveillance et l'épuration de l'Université française et la promotion de la collaboration dans les milieux universitaires. Tant les services de Dahnke que ceux d'Epting ont des relations étroites avec la sécurité militaire allemande.

Durant l'été, plusieurs étudiants – tels Christian Rizo, Félix Kauer – ont été arrêtés à Paris. Cela faisait suite à des actions hostiles aux Allemands et aux autoritarismes pétainistes, lors de la projection d'un film à la Sorbonne le 26 juillet ou lors de la réouverture de l'université le 29 juillet en présence d'officiers civils et militaires français et allemands, des tracts clandestins et des exemplaires de *La Relève*, le journal clandestin de l'Union des Etudiants et Lycéens Communistes (UELCF) étant lancés à la volée. *La Relève* du 8 août exigera leur libération ; ils ne recouvreront la liberté que le 10 octobre. Le 26 septembre, le futur historien Jean Suret-Canale est arrêté à son tour alors qu'il «tapisse» de papillons les portes de la Maison des Etudiants à Paris.⁴

Dans son numéro spécial «rentrée 1940», *La Relève*, de fait alors le seul journal étudiant clandestin, écrit : «Le gouvernement de traîtres et de corrompus installés à Vichy n'est pas le gouvernement de la France [...]. Antisémitisme, xénophobie, démagogie sont devenus les fondements de la politique du gouvernement de Vichy. On tourne le dos à la vraie culture et à l'intelligence. À la porte les usurpateurs de Vichy, l'université française ne sera pas fasciste ! [...]. Étudiants de France, unissons-nous pour empêcher que l'on nous enlève nos meilleurs maîtres. Des organisations corporatives et culturelles ont été créées et sont dirigées par des étudiants. Elles doivent conserver leur indépendance, et refuser toute ingérence du gouvernement ou de puissances étrangères».

La promulgation le 3 octobre 1940 du «Statut des Juifs», première législation antisémite de l'Etat Français pétainiste, va conduire à chasser de leurs chaires universitaires et de leurs postes de professeurs de lycées et collèges les enseignants catalogués comme Juifs, avant même que de d'autres mesures – de nombreux clausus notamment – ne frappent les étudiants juifs, et l'arrestation par la Gestapo le 30 octobre 1940 et l'incarcération du physicien Paul Langevin, Professeur au Collège de France et dont les opinions antifascistes sont

connues, vont avoir de lourdes conséquences, approfondissant l'hostilité à l'égard du régime dit de Vichy et des occupants.

ÉTUDIANTS I

Contre l'arrestation du Professeur LANGEVIN,
le premier de nos maîtres jeté en prison !
Contre la censure exercée sur nos livres !
Contre la présence de la "Gestapo" dans nos salles de cours !
Contre l'asservissement de l'Université française !

Rendez-vous :

VENDREDI 8 NOVEMBRE, à 16 heures,
au Collège de France,
où le Professeur Langevin aurait dû faire son cours.

Conservez votre calme. N'offrez pas de prétexte à la répression.

Le 11 Novembre, organisez dans les Facultés et Grandes Ecoles une manifestation du souvenir !

Tract appelant à une première manifestation au Quartier latin le 8 novembre 1940.

L'arrestation du professeur Langevin va en effet soulever une vive émotion dans le monde universitaire, notamment au Quartier Latin à Paris, où une bagarre éclate le 6 novembre entre des étudiants et des soldats allemands. «Aussitôt, par des tracts – rapporte François de Lescure, alors représentant de la direction de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) en zone occupée – nous appelons nos camarades à exiger la libération du grand physicien et à se présenter en signe de protestation, le 8 novembre, au Collège de France, à l'heure du cours».

Dans *J'ai cru au matin*⁵, Pierre Daix, alors militant de l'UCLCF évoque ce que fut cette journée du 8 novembre :

«Nous nous attendions à la répression dès la rentrée universitaire. Aussi la destitution des professeurs juifs et l'arrestation de Paul Langevin ne nous prirent pas au dépourvu. Les "Étudiants" décidèrent une manifestation pour le 8 novembre. Notre inexpérience eut du bon. Les Allemands, alertés par nos maladroites, multiplièrent les mesures d'intimidation, allant jusqu'à faire passer des blindés boulevard Saint-Michel. Nous ne pouvions rêver meilleure propagande. À l'heure dite, un épais barrage de flics barrait la rue des Ecoles. Nous étions deux, les poches bourrées de tracts [...]. La dislocation se fit avec lenteur. Au fond, l'important était la mobilisation des flics et des occupants que nous avions provoquée. Ce fut le détonateur de la manifestation, trois jours plus tard, du 11 novembre à l'Arc-de-Triomphe».

LA MANIFESTATION A L'ETOILE

Car l'émotion suscitée par les mesures répressives et discriminatoires à l'université va se conjuguer avec une autre, patriotique : le commandement militaire allemand et le Préfet de Police représentant le gouvernement pétainiste ont interdit toute célébration du 11 novembre, date anniversaire de l'armistice consacrant en 1918 la défaite allemande à l'issue de la Première Guerre mondiale et en France jour férié du souvenir de par la loi du 24 octobre 1922.

Un appel manuscrit anonyme circulant quelques jours avant le 11 novembre est conservé à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de Nanterre ; on peut y lire : «*Étudiant de France. Le 11 novembre est resté pour toi jour de Fête nationale. Malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera jour de recueillement. Tu n'assisteras à aucun cours. Tu iras honorer le Soldat inconnu à 17 h 30, le 11 novembre 1918 fut le jour d'une grande victoire, le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. Tous les étudiants sont solidaires pour que vive la France. Recopie ces lignes et diffuse-les*». Se multiplient sur les murs les inscriptions avec le chiffre 11 (ELF, en allemand, mais aussi premières lettres de *Es Liebe Frankreich*, c'est-à-dire «Vive la France»)

Seul tract connu appelant à la manifestation à l'Étoile.

Le 11 novembre, à 17 heures, malgré l'interdiction de manifester, 2 000 lycéens et étudiants – peut-être plus, 3 000 voire 5 000 selon les estimations – se rejoignent sur les Champs-Élysées qu'ils remontent en chantant *la Marseillaise* en direction de l'Étoile pour y déposer bouquets et gerbes : là, ils se retrouvent face à l'armée allemande, qui tire. Rien ne permet aujourd'hui de dire qu'il y eut 6, 7 ou 11 morts, comme le tira quelques jours plus tard la presse clandestine et l'annonça Radio-Londres. Mais il y eut des blessés et, conjointement à de jeunes ouvriers et employés, 19 étudiants et 93 lycéens des lycées Voltaire, Janson-de-Sailly, Pasteur Carnot, Chaptal, Condorcet, etc. furent emprisonnés suite à la manifestation du

³ Condamné à 3 mois de prison, il ne sera libéré que le 13 février 1941.

⁵ Publié en 1976, Éditions Robert Laffont.

11 novembre ; ils seront libérés quelque temps après.⁶

Par contre, première manifestation patriotique de masse contre l'occupant, la manifestation du 11 novembre 1940 eut un retentissement qui dépassa le milieu étudiant et lycéen.

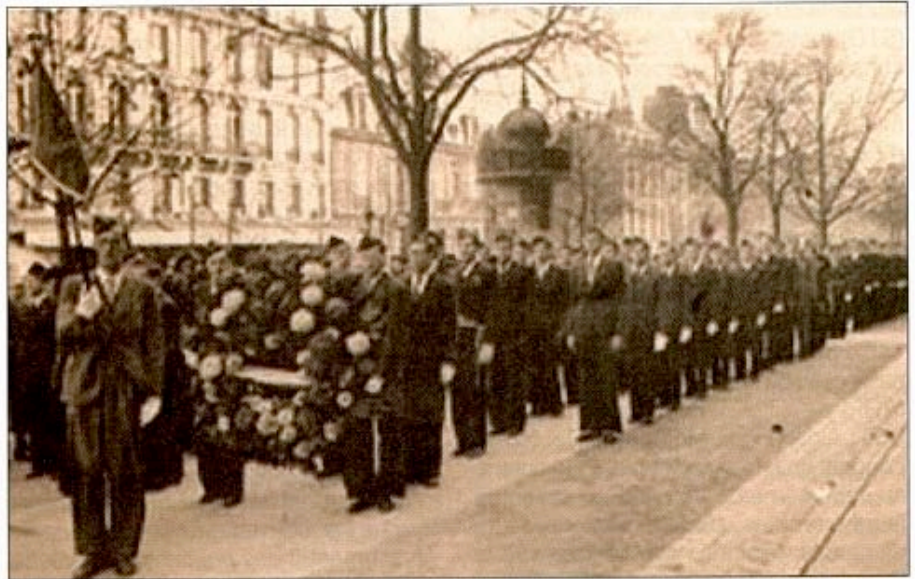
Elle eut aussi des répercussions à l'Université. Ainsi, le 13 novembre suivant, les Allemands décident la fermeture de 6 établissements secondaires et supérieurs, le 17 celle des 5 facultés parisiennes, de même qu'ils fermeront les universités de Dijon et Besançon ; les établissements fermés rouvriront en décembre. Quant au gouvernement de Vichy, il relève de ses fonctions le recteur de l'Académie de Paris, Gustave Roussy, neurologue et cancérologue réputé qui a pris la défense des étudiants arrêtés.⁷

Autre conséquence immédiate des événements de novembre, l'accroissement de la répression. Ainsi, le 29 novembre 1940, le *Petit Parisien* annonce l'arrestation trois jours plus tôt de plusieurs responsables et militants des étudiants communistes : Jean Rozynoer, Claude Lalet, Bernard (Bob) Kirschen, Othman Ben Alaya, Gisèle Vallepain, étudiante en Lettres et Jean Commère, élève des Beaux-Arts – ces deux derniers arrêtés après un lancer de tracts à la Bibliothèque Mazarine le 26 novembre – ainsi que d'un employé de la mairie du III^e arrondissement de Paris, Maurice Delon, qui assure la liaison entre les Étudiants communistes et la direction clandestine du Parti communiste.

Sont arrêtés lors de la même rafle par six inspecteurs et l'inspecteur principal «C...» de la Brigade Spéciale (BS) : Jean Gros, Jeanne Brunschwig, Eugénie Lory (Ninette), épouse de Claude Lalet, Olivier Souef, Pierre Daix, Jean-Claude Levy, Raymond Guglielmo, Hélène Rounder et Pierre Kast.⁸

François de Lescure sera lui-même inquiété, mais la direction de l'UNEF, repliée en zone sud et pensant à une méprise, interviendra auprès du Ministère de l'Éducation de Vichy.

Cette manifestation du 11 novembre 1940 a été l'objet d'une controverse plus politique qu'historique. Dans le contexte de la guerre froide, communistes et anti-communistes – ou à tout le moins non communistes – en revendiquèrent la paternité exclusive, politique et organisa-



Les élèves de l'Institut d'Agronomie arrivent à la manifestation sur les Champs-Élysées le 11 novembre 1940.

tionnelle. Interrogés au milieu des années 1970 François Lescure et Claude Bellanger, s'accordèrent sur l'impossibilité de déterminer «qui» a appelé le premier à manifester à l'Étoile le 11 novembre 1940. «C'était dans l'air», après la manifestation du 8 novembre précédent.

Par contre, les étudiants communistes et les moyens techniques (papier, ronéo) de l'UNEF et du «Centre d'entraide aux étudiants prisonniers», utilisés clandestinement par Lescure, Bellanger et Roger Morais, accompagnèrent par des tracts la mobilisation étudiante et surtout lycéenne. À l'exception de la participation de jeunes – dont des lycéens et étudiants – à la manifestation du 14 juillet 1941 sur les Grands Boulevards de Paris, durement réprimée et qui conduira à de nombreuses arrestations, il faudra attendre le printemps 1944 pour revoir – notamment les 4 mars et 3 mai – des manifestations à forte participation étudiante et lycéenne à Paris au Quartier Latin, sur le Boul'Mich.

DES ASSOCIATIONS LEGALES...

Au lendemain de la défaite de juin 1940 et de l'occupation plus de la moitié du territoire national par les forces allemandes et de la coupure de la France en deux zones que sépare la ligne de démarcation, subsistent, officielles ou tolérées selon la zone, deux structures étudiantes nationales : la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC et JEC Féminine), et l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF).

Créée en 1907, reconnue d'utilité publique en 1929, se cantonnant pendant près de 30 ans à la gestion d'œuvres universitaires et au folklore étudiant, l'UNEF a évolué au milieu des années

trente – du fait du contexte politique et de la concurrence d'une Association progressiste à caractère syndical, l'Union Fédérale des Étudiants (U.F.E.)⁹ – vers un positionnement plus porteur des revendications étudiantes.

Elle participe au «Comité supérieur des œuvres en faveur des étudiants», créé en 1936 et placé sous la direction d'un ancien vice-président de l'UNEF, Alfred Rosier. «Comité supérieur» au sein duquel va naître fin 1939 le «Centre d'entraide aux étudiants mobilisés» qui deviendra à l'été 1940, la défaite consommée, le «Centre d'entraide aux étudiants prisonniers» (14 000 le sont), et qui sera placé sous la direction de Claude Bellanger, lui aussi ancien dirigeant de l'UNEF et secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement de 1935 à 1939. Le «Centre d'entraide...»¹⁰ sera installé 5 Place Saint-Michel à Paris, au siège parisien de l'UNEF.

À l'été 1940, le secrétariat national de l'UNEF est installé en zone non-occupée à Clermont-Ferrand, non loin de Vichy. Pendant près de quatre ans, la Direction nationale de l'UNEF va avoir un positionnement «maréchaliste». Ainsi, reprenant en partie en 1941 une demande de l'AGE d'Alger, elle va cautionner la mise en place d'un *numerus clausus* (3%) à l'encontre des étudiants d'origine juive, faire des offres de service quant à la mise en place d'une «corporation étudiante» analogue aux structures professionnelles instituées par Vichy, elle se bornera à demander des aménagements pour les

⁶ Au total, furent interpellés, principalement à la sortie des stations de métro débouchant sur les Champs-Élysées, 917 hommes et 122 femmes, dont 545 lycéens et 299 étudiants.

⁷ Il retrouvera son poste à la Libération.

⁸ La plupart, condamnés à des peines couvrant leur détention provisoire seront libérés... et reprendront le combat clandestin. Arrêtés à nouveau, plusieurs tels – Bob Kirschen, Jean Rozynoer et Claude Lalet (à Châteaubriant le 22 octobre 1941) – seront plus tard exécutés. Jean Gros sera déporté à Auschwitz, où Olivier Souef sera aussi déporté, dans le convoi du 6 juillet 1942. Tous deux y décéderont.

⁹ Voir Jacques Vanin : «L'Union fédérale des étudiants», *Les Cahiers du GERME*, spécial n°3, 1998.

¹⁰ Jusqu'en juillet 1944, le Centre enverra aux étudiants prisonniers des colis, 685 000 livres, des copies de cours, des orientations bibliographiques, leur transmettra des nouvelles émanant des familles, etc.

étudiants du Service du Travail Obligatoire (STO) institué le 17 février 1943 et se consacra principalement à la gestion : gestion des «Maisons des étudiants» mises en place par Vichy, du «Centre d'entraide aux étudiants prisonniers» (envoi de colis, de livres, «universités» de stalags), etc.

Certes l'UNEF a failli être dissoute par Vichy, mais dans la perspective – avortée – de mise en place d'une organisation unique de jeunesse officielle.

Ce positionnement maréchaliste sera aussi celui de ses Associations Générales (AGE) de villes universitaires en zone Sud : Alger, Lyon, Montpellier, Toulouse, pendant un temps Grenoble. Pour autant, au sein même de ces AGE, certains de leurs membres, parfois même de leurs dirigeants, rejoindront au fil des mois la Résistance, à Lyon, à Grenoble...

L'administration pétainiste, tentée de fondre l'UNEF dans une «corporation étudiante», essaiera aussi de lui susciter des structures rivales : «*Depuis le début du mois de juillet, une organisation de soi-disant étudiants, l'Association Générale d'Entraide aux Étudiants de Paris (AGEEP), répand dans les colonnes d'une presse une publicité mensongère. Une bande d'escrocs et de matraqueurs professionnels prétend parler au nom des étudiants parisiens [...]. En face de l'AGEEP, la Fédération des Étudiants de Paris et l'Union Nationale des Étudiants de France continuent une attitude corporatiste nous disent-elles. Mais est-il besoin pour cela que l'UN – passe son temps à Vichy ? [...]. Étudiants – poursuit le journal clandestin La Relève¹¹ – vous devez exiger de vos organisations corporatives qu'elles défendent réellement vos intérêts !*».

En zone nord, où François de Lescure, Président de la Corporation de lettres de l'Université de Paris et de la Fédération de Paris est nommé par la Direction de l'UNEF son délégué pour la zone occupée,



La Librairie allemande place de la Sorbonne, une cible des Résistants.

les autorités d'occupation, après avoir interdit dans un premier temps toute association de jeunesse, vont permettre d'en constituer après autorisation préalable. Dans un contexte notablement différent de la zone sud : l'occupation allemande est en zone nord une réalité pesante qui va rapidement s'accompagner d'une dure politique répressive qui frappera aussi le monde universitaire.

Dissoute après le 11 novembre 1940, l'AGE de Besançon se reconstituera en janvier 1942, avec à sa tête un Président résistant. Ayant refusé de participer à une délégation d'étudiants francs-comtois à Vichy, elle sera à nouveau dissoute en novembre suivant...

Sont eux aussi légaux ou tolérés selon la zone les mouvements confessionnels. Ainsi en est-il des étudiants protestants de la «Fédération Française des Associations Chrétiennes d'Étudiants» (FFACE), des étudiants catholiques de la «Fédération Française des Étudiants Catholiques» (F.F.C.E.), fondée en 1922 par des aumôniers jésuites aux tendances maurassiennes, et de la «Jeunesse Etudiante Chrétienne» (J.E.C.) fondée en 1929 à l'initiative d'aumôniers progressistes.

L'Église catholique en particulier, qui les présente comme étant une de ses «activités», va être soucieuse de préserver ses organisations de jeunesse, alors qu'elles vont subir la concurrence d'organisations liées au régime de Vichy, telles les «Jeunes du Maréchal», les «Jeunes de l'Europe Nouvelle», la «Jeunesse de France et d'Outre-mer» (JFOM), et qu'elles sont sous la menace de mise en place d'une organisation de jeunesse unique : ainsi la création des «Maisons d'étudiants» par le régime pétainiste s'inscrit dans une perspective corporatiste de rassemblement de toutes les structures étudiantes.

Pour circonscrire ce danger, la hiérarchie va enjoindre aux organisations de l'Action Catholique de la Jeunesse Française (ACJF) de se consacrer à leur mission évangélique tout en manifestant un «loyalisme sincère et complet envers le pouvoir établi» ; avec lequel la hiérarchie catholique à des affinités.

Si en zone Sud la J.E.C. va, dans les premiers temps, suivre cette orientation loyaliste, en zone Nord, confrontée aux réalités de l'occupation, elle insistera sur la mission évangélique en évitant toute référence – non seulement désapprobatrice mais aussi approbatrice – «au pouvoir établi».

Dans les premiers mois de l'Occupation et du régime dit de Vichy, les associations de jeunesse catholique ont pu être séduites par le discours pétainiste sur l'esprit de sacrifice, de rachat des fautes par l'effort, sur la déchristianisation

de la France qu'il faut enrayer, sur les missions caritatives ou d'encadrement auxquelles elles sont sollicitées de participer.

Mais, la réalité de la politique de collaboration, la politique pétainiste de discrimination à l'égard des Juifs puis bientôt les persécutions antisémites dont sont victimes des hommes mais aussi des femmes, des enfants et des vieillards, le néo-paganisme nazi, les menaces de création d'une organisation unique de jeunesse pétainiste, ultérieurement le STO perçu comme une déportation de jeunes, avec de plus des conséquences directes sur les études et l'avenir professionnel des étudiants, vont amener en nombre croissant des dirigeants et militants des mouvements chrétiens d'étudiants (JEC, JECF, FFCE), à se détacher du régime et à entrer au fil des mois en Résistance ; y compris de plus en plus avec l'aval plus ou moins affiché des directions de ces mouvements, d'aumôniers voire, en nombre plus restreint, de certains membres de la hiérarchie de l'Église.

Des structures universitaires chrétiennes de Résistance vont apparaître.

...ET ORGANISATIONS CLANDESTINES



La Relève, premier journal clandestin d'étudiants.

La Relève, qui a reparu clandestinement dès l'été 1940 et dont le rôle a été notable dans les semaines qui ont précédé le 11 novembre 1940, est l'organe de «l'Union des Étudiants et Lycéens Communistes de France» (UELCF), dont la création a été décidée en 1938 et qui a tenu son premier congrès début avril 1939, élisant secrétaire général Pierre Hervé, un étudiant en philosophie. Elle a

¹¹ N° 6 daté du 15 septembre 1940.

été dissoute par le décret du 26 septembre 1939 pris par le gouvernement Daladier à l'encontre du Parti communiste et des organisations dites affiliées, suite à l'approbation du Pacte germano-soviétique.

Pendant la «Drôle de guerre»,¹² l'UELCF s'est réorganisée dans la clandestinité. Notamment autour d'étudiants parisiens ayant, pour certains d'entre eux, une expérience acquise avant-guerre au sein des étudiants communistes mais aussi de l'«Union Fédérale des Étudiants» (UFE) : tel est le cas de Jean Daudin, de Francis Cohen ou de François de Lescure.



L'organe de l'UELCF à partir de 1942.

«Président de l'Association Corporative des Étudiants en Lettres depuis plusieurs mois - précise ce dernier - j'avais reçu de la direction pétainiste de l'UNEF, repliée en zone Sud, la responsabilité de la délégation de l'UNEF pour la zone occupée. Personne ne savait que j'étais l'un des responsables de l'organisation clandestine des Étudiants communistes. Sur un plan pratique, mais très précieux à l'époque, ces fonctions nous donnaient la possibilité d'utiliser le soir, alors que toutes les portes étaient closes, la ronéo de l'UNEF (place Saint-Michel), avec laquelle nous imprimions des tracts et aussi *La Relève*».

Durant l'été 1940, l'activité de l'UELCF a été réprimée par plusieurs arrestations de militants lors de lancers de tracts, et à l'automne 1940, au lendemain de la manifestation du 11 novembre, la répression s'est accentuée, les arrestations se sont multipliées.

L'UELCF va toutefois reconstituer ses structures à Paris autour de Léon Lavalée, Pierre Noel¹³ et Suzanne Djian, à Rennes autour de Jean Collet, Olivier Souef, Bannetel, Le Guern et Le Herpeux, dans le Sud-ouest, à Bordeaux, autour de Panié, Dujac, Claverie et Meyroune. Nombre d'entre eux seront arrêtés par la suite, déportés, fusillés.

En zone Sud, les structures de l'UELCF ont été remises en place par Yvon Djian, le frère de Suzanne Djian, qui a fait de nombreux voyages dans les villes universitaires, Yves Moreau (Montpellier puis Lyon), Jacques Laurent (Grenoble), Albert Soboul (Montpellier), etc.

L'UELCF va payer un lourd tribut à la lutte de Résistance et de libération dans laquelle ses cadres et militants se sont massivement engagés. Secrétaire des étudiants communistes de 1936 à 1938, avant même la création de l'UELCF, Aimé Albert est entré en Résistance, son successeur, le premier secrétaire général de l'UELCF, Pierre Hervé, a fait de même : il deviendra l'un des responsables de Libération-Sud qu'il représentera au Conseil National de la Résistance (CNR), y suppléant Pascal Copeau. Elus membres du Bureau national de l'UELCF en avril 1939, Yvon Djian (23 ans), arrêté le 18 juin 1942 pour activités communistes est fusillé comme otage au Mont-Valérien le 18 août 1942, Pierre Lamandé (25 ans), est fusillé le 6 octobre 1943 au Mont-Valérien pour actes de franc-tireur, Olivier Souef (21 ans), arrêté à Paris après la manifestation du 13 juillet 1941, est, par le convoi du 6 juillet 1942, déporté à Auschwitz où il décède le 9 août 1942. Autres membres du Bureau National de l'UELCF en 1939, Emma Choury (sœur de Danièle Casanova), Francis Cohen, Jean Daudin, Robert Faure, Maurice Laban, Yves Moreau seront Résistants.

L'UELCF, lorsque Laval fera en 1942 la promotion de la «relève» de prisonniers en Allemagne par des travailleurs y partant volontairement changera le titre de son journal clandestin en «*Université de Demain*» Elle aura à sa tête à partir de 1942 et jusqu'à la Libération Pierre Kast, avec à ses côtés Ginette Cros.

Si l'UELCF est l'organisation étudiante clandestine la plus ancienne, la plus nombreuse et la mieux organisée, la seule à avoir une dimension nationale, elle n'est pas la seule structure résistante créée, animée par des étudiants ou à forte proportion d'étudiants.

Ainsi en septembre 1940, Alfred Rozier, secrétaire général du «Comité Supérieur des Œuvres en Faveur de la Jeunesse Scolaire et Universitaire» a constitué en septembre 1940 avec Claude Bellanger,

UNE REPRESSION INTENSE

Lorsque, quelques jours après la Libération de Toulouse, les corps de 27 Résistants assassinés par les nazis entre novembre 1943 et avril 1944 sont découverts dans trois fosses communes au lieu-dit «Bordelongue» (route de Seysses), il y a parmi eux ceux de quatre étudiants toulousains, Jacques Sauvegrain, Hubert Arnaud, Edmond Guyaux et André Jaxerre.

Lors qu'hélas de semblables découvertes vont se multiplier partout à travers la France, libérée à l'été et l'automne 1944 à mesure que font retraite en plus ou moins bon ordre la Wehrmacht, les SS, la Gestapo, le SD et leurs sinistres complices de la Milice, le martyrologue des étudiants français va s'allonger, se complétant dramatiquement en 1945 par de nombreux noms d'étudiants ne revenant pas de déportation.

Pendant les 4 années de l'Occupation, des étudiants ont été présents à tous les moments symboliques de la répression allemande : ainsi l'étudiant parisien Claude Lalet (21 ans) est parmi les 27 martyrs fusillés à Châteaubriant le 21 octobre 1941, les étudiants Christian Rizo (17 ans) et Tony Bloncourt (20 ans) sont parmi les 7 condamnés à mort du «Procès du Palais-Bourbon» (4 au 6 mars 1942), l'étudiant Karl Schoenhaar (18 ans) est l'un des 25 condamnés à mort du «Procès de la Maison de la Chimie» (7 au 14 avril 1942), Pierre Gemin (21 ans), ancien de la manifestation à l'Etoile le 11 novembre 1940 est fusillé au camp militaire de Souge le 13 juillet 1942, Thomas Elek (20 ans), qui le 15 octobre 1942 avait effectué un attentat contre la librairie allemande nazie «Rive gauche», place de la Sorbonne à Paris, sera l'un des 10 Résistants du «Groupe Manouchian» dont le portrait figure sur «l'Affiche rouge», et l'un des 22 membres du «Groupe» fusillés au Mont-Valérien le 21 février 1944. Jean-Pierre Dudraisil («Philo», 21 ans) et Fernand Bellanger («Bizet»), responsables étudiants des Jeunes Chrétiens Combattants, sont parmi les 35 Résistants assassinés le 16 août 1944 par les nazis à la Cascade du Bois de Boulogne à Paris.

qui préside le «Centre d'Entraide aux étudiants prisonniers», avec Roger Morais, vice-président et l'un des fondateurs de la Corpo de Lettres de Paris, avec François de Lescure, Jean Kreher, un petit groupe, «Maintenir», qui se manifestera par des diffusions de tracts, par la remontrée du Boulevard Saint-Michel avec deux cannes à pêche («2 gaules») à la main...

Viendront se joindre à ce groupe, qui utilise lui aussi les moyens techniques du 5 Boulevard Saint-Michel pour son activité clandestine, plusieurs autres cadres et membre du personnel des Œuvres sociales étudiantes. «Maintenir» se rapprochera ultérieurement de l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.).

¹² Expression qui a caractérisé jusqu'en mai 1940 une faible activité militaire sur la frontière avec l'Allemagne, avec laquelle la France est en guerre depuis le 3 septembre 1939.

¹³ Mort en Déportation.



De g. à d. : Christian Rizo (fusillé), Geneviève de Gaulle (déportée), Olivier Souef (déporté †), Gilbert Dru (fusillé), Claude Lalet (fusillé), Pierre Alviset (fusillé), Tony Bloncourt (fusillé).

A la fin de l'automne 1940 à Paris, deux étudiants en philosophie, Philippe Vianney et Robert Salmon, rassemblent autour d'eux d'autres étudiants tels Charlotte Nadel, étudiante de géographie, Jean-Daniel Jurgensen, étudiant de Normal-sup, Hélène Mordkovitch, bibliothécaire au Laboratoire de Géographie physique de la Sorbonne. Ce petit groupe d'étudiants donne naissance au mouvement «Défense de la France», que rejoindra en 1941 une étudiante en Histoire à la Sorbonne, Geneviève de Gaulle, nièce du général. Ce mouvement, qui recrute principalement dans le milieu étudiant et parmi les fonctionnaires essaiera en province, il entamera en juillet 1941 la publication du journal éponyme, «*Défense de la France*», qui deviendra l'un des principaux titres de la presse clandestine – publiant 47 numéros jusqu'en août 1940 – et sera l'ancêtre de «*France-Soir*».

En mars 1941 naît, formé par des étudiants en «khâgne» (1^{re} supérieure littéraire) et classe de préparation à «Colo»¹⁴ des lycées parisiens Henri IV et Louis-le-Grand – notamment Jacques Lusseyran, Jean-Louis Bruch, Pierre Cochery, Jean-Claude Comert Jacques Oudin, et Jean-Louis Sennelier – le groupe des «Volontaires de la liberté», dont le premier bulletin clandestin d'obédience gaulliste affirmée paraît en octobre 1941 et sera publié jusqu'en 1944. Une partie des «Volontaires de la Liberté», autour de Jacques Lusseyran¹⁵, rejoindra en février 1943 «*Défense de la France*». D'autres feront de même vers «*Libération-Nord*», passeront au maquis...

Dès l'été 1940, Georges Brutelle organise à Rouen un groupe d'étudiants socialistes résistants, qui édite en janvier 1941 un premier numéro d'un bulletin clandestin, *Jaurès*.

Au printemps 1942, quelques étudiants lyonnais fondent autour de Georges Godard, Louis Rollet et de Louis Rigal les «Forces Universitaires de Libération», qui entament en juin 1942 la publication d'un journal clandestin, *Libre France*...

Il faut aussi citer les structures étudiantes résistantes nées dans le milieu confessionnel. C'est le cas des étudiants protestants, autour de Georges Casalis et dans le mouvement des «Étudiants Protestants Patriotes», c'est aussi celui des Jécistes, que l'on retrouve nombreux dans le mouvement créé autour du journal *Les Cahiers de Témoinage Chrétien* né à Lyon fin 1941 et dans le mouvement des «Étudiants Catholiques Combattants».

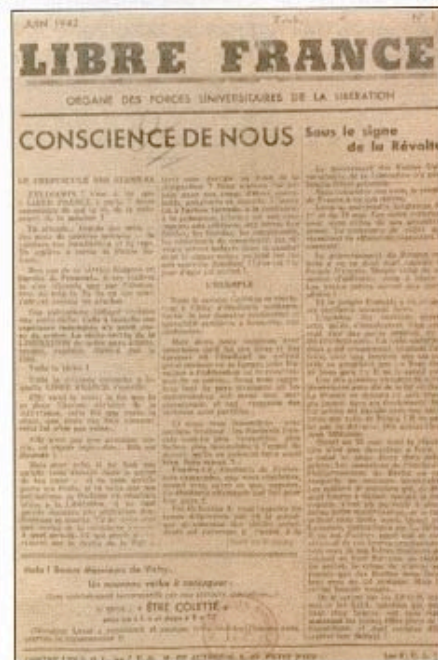
À partir de 1943, le secrétariat général de la JEC est en liaison avec le Conseil National de la Résistance et son «Comité Général d'Études» qui, placé sous la responsabilité d'un ancien dirigeant de l'ACJF, François de Menthon, travaille à dessiner les contours de la France libérée.

Fin 1943 naissent, à l'initiative de responsables et militants Jécistes – notamment de l'étudiant lyonnais Gilbert Dru¹⁶ – les «Jeunes Chrétiens Combattants», qui rassemblent étudiants et jeunes catholiques et protestants.

MULTIPLES RAISONS DE LUTTE

Il serait long d'évoquer toutes les formes de la Résistance étudiante, dont l'une des plus spectaculaires est la manifestation, comme ce fut le cas le 11 novembre 1940, ou comme les 4 mars et 13 mai 1944 à Paris contre le Service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne.

Quant à ses motivations, elles sont à la fois générales et spécifiques : il y a bien sûr l'aspect patriotique lié au refus de la profanation du territoire de la Patrie et de l'abaissement national puis de l'asservissement à l'égard du vainqueur nazi qu'est la politique de collaboration, il y a l'antifascisme qui s'oppose tant à la dictature de l'occupant qu'à celle du gouvernement pétainiste, il y a la dénonciation du racisme antisémite concrétisé par les persécutions et déportations massives de



L'organe des Forces Universitaires de Libération.

populations, la révocation des professeurs juifs, le numérus-clausus à l'encontre des étudiants juifs, les restrictions à l'enseignement de l'histoire, les modifications obscurantistes des programmes, la mise à l'écart d'enseignants républicains (Vendries, Prenant...), la mise à l'index d'auteurs juifs, progressistes, républicains, la loi du 19 octobre 1942 qui prévoit la limitation des inscriptions en Médecine, les enseignements excluant les filles, l'augmentation des droits universitaires, l'insuffisance des bourses, les problèmes de ravitaillement, etc.

Action, organe de l'UELCF zone Sud (Grenoble), titre en février 1943 : «*Pourquoi cette grande misère des étudiants ? Manger ? : On meurt de faim au restaurant. Dormir ? : Le prix des chambres est prohibitif du fait des réquisitions allemandes. Étudier ? : Il y a le prix des livres, les droits d'inscription augmentent, des bourses et des prêts d'honneur scandaleux... Nous avons une association, l'AG, créée pour défendre nos intérêts corporatifs. Ne la laissons pas mourir par notre*

¹⁴ Fondée en 1889, l'École Coloniale, destinée à former des administrateurs coloniaux était devenue en 1934 l'École Nationale de la France d'Outre-Mer. Mais l'appellation «Colo» subsista, notamment en milieu universitaire.

¹⁵ Aveugle, Jacques Lusseyran, sera arrêté en 1943 et déporté à Buchenwald, d'où il reviendra.

¹⁶ Gilbert Dru (24 ans), fondateur des Jeunes Chrétiens Combattants (JCC) avec l'appui de Maurice-René Simonnet, secrétaire général adjoint de la JEC en 1941-1942, sera fusillé place Bellecour à Lyon le 27 juillet 1944.

absence. En masse, rentrons sans cette organisation, et si les membres du bureau ne se sentent pas de taille à nous défendre à un moment aussi crucial, nommons à leur place des camarades hardis».

Pour tenter de faire face aux problèmes matériels auxquels sont confrontés les étudiants, l'administration pétainiste mettra en place un «Service étudiant» qui manquera de moyens.

Et puis il y aura, à partir de septembre 1942 et surtout de février 1943, la mise en place du S.T.O., auquel les étudiants, sursitaires jusqu'à l'été, seront aussi soumis : nombre d'entre eux le refuseront – dans les couloirs de la Sorbonne apparaissent des inscriptions au goudron «Résistez, ! Ne partez pas !» – et iront grossir les rangs de la Résistance clandestine et des maquis.

Selon les directives officielles, le départ des étudiants pour le S.T.O. «doit être assuré dans les 8 jours qui suivent la fin de l'examen ou du concours». Un décret de l'administration pétainiste en date du 15 juillet 1943 annoncera l'exclusion définitive des facultés et écoles des étudiants qui se sont dérobés au S.T.O.

Cela conduira nombre d'entre eux à entrer en contact avec la Résistance, comme les étudiants rennais que contacte Raymond Le Pen avec lequel ils fondent un groupe du Front National, à rejoindre les réseaux¹⁷ et les maquis qui se multiplient en 1943, et dont les effectifs se développent malgré une répression croissante menée par la Milice et les Allemands.

Ainsi entre la fin 1942 et le printemps 1943 plusieurs dizaines d'étudiants toulousains rejoignent le maquis Bir-Hakeim créé par le commandant Rigal, chef de l'A.S. de Toulouse, et par Jean Capel, dit «commandant Barrot», du mouvement Combat, maquis qui sera transféré près de Bédarieu dans l'Hérault.

En Ile-de-France, près d'une centaine d'étudiants parisiens, rejoignent début 1944 le maquis de Ronquerolles au nord de la Seine – et-Oise lorsque Philippe Viannay reçoit le commandement des FFI du Nord du département ; le maquis sera attaqué par les Allemands le 19 juin, onze jeunes maquisards capturés seront exécutés le lendemain à l'Isle-Adam, deux autres étant déportés.

L'UNIFICATION DE LA RESISTANCE ETUDIANTE

En zone Nord, où le Parti Communiste a lancé le 15 mai 1941 un appel à la créa-



Organe du Front National étudiant (FNE), l'*Étudiant Patriote* deviendra en octobre 1943 celui de l'Union des Étudiants Patriotes (UEP).

tion d'un «Front National pour l'Indépendance de la France», une démarche similaire est adoptée au niveau de la jeunesse (Front Patriotique de la Jeunesse) et des étudiants.

La date de création du «Front National Étudiant» (FNE) se situe autour du 14 juillet 1941 : *L'Étudiant patriote*, qui en devient l'organe, la situe à la veille du 14 juillet 1941, la *Vie du Parti*, revue organisationnelle du P.C. clandestin, dans son numéro du 4^e trimestre 1941, «au lendemain du 14 juillet».

Selon Léon Lavallée, la réunion constitutive – qu'il situe bien improbablement vers mai 1941 – aurait rassemblé une vingtaine de délégués dans le Bois de Saint-Cloud, près de Paris. L'objectif est clair : le FNE ambitionne explicitement de rassembler Gaullistes, Catholiques, Protestants et Communistes.

Le FNE est aussi organisé en Zone Sud où il sera dirigé jusqu'à la fin 1943 par Rey ("Piron"), puis de fin 1943 jusqu'à la Libération par Guy Besse («César»).

En octobre 1943, rapporte Ginette Cros, qui fut dans la clandestinité sa secrétaire générale (en même temps que membre du «triangle» de direction des Jeunesses Communistes), dans le cadre d'un processus d'unité découlant de la création du CNR le 27 mai 1943 et qui va se traduire sur le plan de la jeunesse par la formation des «Forces Unies de la Jeunesse Patriotique» (FUJP),¹⁸ les responsables étudiants de divers mouvements de Résistance, tels Claude Wiener, au nom des «Étudiants Catholiques Combattants», et François d'Humières, au

¹⁸ Les F.U.J.P. publient une «Charte de la jeunesse» qui précise qu'«il est donné aux étudiants un présalaire».

nom de l'«Organisation Civile et Militaire-Jeunes» (OCM-J), répondent à l'appel du «Front National Étudiant» (FNE), pour constituer l'«Union des Étudiants Patriotes» (UEP), à laquelle viennent se joindre d'autres structures clandestines d'étudiants, laïques ou confessionnelles, ainsi que l'«Union Féminine Universitaire» (UFU), structure spécifique d'étudiantes résistantes.

L'UEP rassemble ainsi les Étudiants de l'OCM-J, les «Étudiants Catholiques Combattants», les «Étudiants Protestants Patriotes», l'UFU, le FNE, les «Étudiants de Défense de la France», les «Étudiants Communistes» et les «Étudiants des Mouvements Unifiés de Résistance (MUR)».

Dès la fin 1943, l'UEP commence à organiser des «Comités d'autodéfense étudiants» que, dans son numéro du 15 janvier 1944, *L'Étudiant patriote* qualifie de «véritable milice universitaire».

Mentionnons aussi le «Comité d'Action contre la Déportation» (CAD étudiant) qui lutte notamment contre l'application du STO en détruisant ou subtilisant des fichiers universitaires, tel le 31 mars 1944 à la Sorbonne le fichier de recensement pour le départ au S.T.O.

Nombre d'étudiants participent à la lutte armée et à des actions directes contre l'occupant et les forces de Vichy ; ainsi André Prenant constitue, à Achères-la-Forêt, dans la forêt de Fontainebleau, un maquis à majorité étudiante hélas rapidement démantelé, et lors de l'insurrection de Paris, le «sous-secteur Saint-Michel» du dispositif FFI est pris en charge par les étudiants et les jeunes placés sous le commandement du responsable de l'OCM-J, l'étudiant Jean Pronteau, alias «Cévennes».

A LA LIBERATION

Lorsqu'à la fin de l'été et à l'automne 1944 la Libération intervient, il y a 90 732 étudiants dans les universités françaises, dont 28 197 en Droit, 22 045 en Lettres, 18 614 en Médecine et 14 397 en Sciences. Se pose la question de leur représentation auprès des Pouvoirs publics alors que se dessinent les contours d'une France régénérée par la mise en œuvre de mesures découlant du Programme du Conseil National de la Résistance.

Il y a d'une part, rassemblée au sein de l'UEP, une mouvance résistante étudiante, auréolée de sa participation à la lutte de libération au prix de lourds sacrifices, et d'autre part une UNEF dont on ne peut pas dire qu'elle ait «collaboré», mais qui est discréditée car elle n'a pas participé en tant que telle à la Résistance.

Et si l'UNEF n'est pas dissoute à la Libération (l'AGE de Lyon est toutefois

¹⁷ En effet, outre dans les structures spécifiquement étudiantes, les étudiants seront présents dans les mouvements et réseaux de Résistance «généralistes», tels ces étudiants rennais membres depuis 1941 du réseau «Overcloud» de Joël le Tac, et qui formeront près de 14% des effectifs (87 membres) du réseau d'évasion Parson du S.O.E. à Martigné-Ferchaud (Ille-et-Vilaine).



Organe de l'U E P de Drôme-Ardèche.

mise sous séquestre), son attitude maréchaliste ou attentiste durant les quatre années de l'Occupation l'ont mise hors-jeu. Sans être totalement écartée, elle va être contrainte de composer avec les organisations de la Résistance étudiante, en premier lieu avec l'Union des Étudiants Patriotes (UEP).

Ainsi, elle doit accepter le 30 octobre 1944 de faire délégation commune avec l'UEP auprès de René Capitant, ministre de l'Éducation nationale pour lui présenter les revendications étudiantes, dont celles du présalaire.

Le 11 novembre suivant, elle n'est qu'au second plan derrière l'UEP lors de la commémoration par 15 000 étudiants parisiens de la manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940 et, lors de la rentrée solennelle de l'Université de Paris le 23 janvier 1945 en présence du général de Gaulle, c'est la représentante de l'UEP, Annie Descombey, qui prend la parole au nom des étudiants.

Toutefois, c'est au siège de l'UNEF qu'est constituée le 16 février 1945 l'«Union Patriotique des Organisations d'Étudiants» (UPOE) qui, se définissant comme la «commission étudiante» de l'«Union Patriotique des Organisations de Jeunesse» (UPOJ), rassemble les organisations fondatrices de l'UEP, l'UFU, les étudiants socialistes, les étudiants du MRP, les organisations chrétiennes d'étudiants, les étudiants du Scoutisme français, les Étudiants Juifs de France, les étudiants de l'Union de Jeunesse Juive (UJJ), les étudiants de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul, les étudiants du Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés (MNP GD), les étudiants des Équipes Sociales, les étudiants du Mouvement de Libération Nationale

(MLN) et l'UNEF, dont le rôle est minime au sein de ce rassemblement.

Les menaces qui ont pesé sur l'UNEF à la Libération - menace de marginalisation, menace d'absorption au sein d'une organisation plus large que pouvait préfigurer l'UPOE - vont cependant s'estomper dès la fin 1945. Pour plusieurs raisons : l'UPOE, que Paul Bouchet qualifie en 1949 dans un article du «Semeur» de «parlement étudiant, ayant instauré comme règle de fonctionnement celle de l'unanimité et un secrétariat tricéphale n'ayant ni pouvoir de décision, ni rôle représentatif, renouvelable semestriellement, n'aura jamais de réelle efficacité.

D'autant plus que le contexte de la Guerre froide se mettant en place, la coupure va se faire entre les organisations d'étudiants communistes ou proches des communistes (étudiants de l'UJRF, UJJ, UEP, UFU, FNE, étudiants de l'OCM et du MLN), et les autres ; coupure qui relativisera les solidarités issues de la Résistance.

Et puis l'UNEF - qui a mis en place une commission d'épuration présidée par Pierre Rostini - a écarté ses dirigeants compromis sous Vichy, et entamé une évolution vers une démarche syndicale qui se concrétisera en 1946 avec l'adoption de la «Charte de Grenoble».

Laquelle, définissant l'étudiant comme étant un «jeune travailleur intellectuel en formation», reprendra la notion de «présalaire étudiant» avancée dans la clandestinité - nous l'avons vu - par la «Charte de la jeunesse» des F.U.J.P.



Monument à Marcilly-en-Villette rappelant qu'en ce lieu-dit «le Cerbois», sur le côté nord de la départementale 7, douze étudiants de Grandes écoles âgés de 17 à 21 ans - dont une dizaine du Lycée Stanislas de Paris - étaient fusillés le 10 juin 1944 par les Allemands pour actes de Résistance.

L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Le 23 novembre 1939, l'Université de Strasbourg, avec ses 1 200 étudiants et 175 professeurs, avait été évacuée et installée dans des locaux neufs de l'Université de Clermont-Ferrand, où - rassemblés autour du vice-recteur Danjon - la plupart des enseignants et étudiants resteront après l'armistice de juin 1940, malgré les pressions et promesses séductrices des Allemands qui ont, en Moselle et Alsace annexées, réouvert - en langue allemande - les universités de Metz et Strasbourg.

En juillet 1940, une cinquantaine d'étudiants alsaciens effectuant avec les professeurs Zeller et Lassus des fouilles archéologiques à Gergovie, vont, avec l'aide du vice-recteur Danjon et l'appui du général de Latre de Tassigny, alors gouverneur militaire de Clermont, construire une maison forestière, la «Maison de Gergovie», qui servira par la suite de refuge provisoire à d'autres étudiants alsaciens-lorrains ayant fui clandestinement les territoires annexés.

Cette situation perdurera jusqu'à l'invasion par la Wehrmacht de la zone sud le 11 novembre 1942, suite au débarquement allié en Afrique du Nord. L'université de Strasbourg repliée est une cible des nazis dès leur arrivée en Auvergne, car identifiée par eux comme un «foyer d'activités antiallemandes».

La Résistance étudiante à l'université de Strasbourg s'y est structurée autour d'un étudiant en histoire, Jean-Paul Cauchi, qui met en place le groupe «Combat étudiant» - lié à «Combat» - avec une section propagande animée par un étudiant en droit, Jacques Feuerstein («Failot»), et une section action confiée à Sturdzé, un étudiant en lettres. Avant l'invasion de la zone sud, le premier explosif artisanal fut lancé par l'étudiant Teddy Piat contre l'immeuble du responsable d'orientisme de Clermont-Ferrand dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1942.

Le 26 juin 1943, suite à la mort de deux officiers allemands lors d'une arrestation menée au domicile d'un professeur, une première rafle a lieu à la «Gallia», foyer des étudiants alsaciens-lorrains : 35 étudiants y sont arrêtés et 26 d'entre eux sont déportés à Dachau et Mauthausen.

Mais, c'est le 25 novembre 1943 entre 10 heures et 12 heures que le drame va être consommé : les locaux de l'université, avenue Carnot, sont encerclés par des membres de la Gestapo de Vichy et de Clermont-Ferrand épaulés par une unité de la Luftwaffe puis, à la fin des cours à 11 heures, cinq cents étudiants et enseignants sont - avec violence - regroupés dans la cour centrale. Sont particulièrement visés les étudiants d'origine juive, les Alsaciens-lorrains de 18 à 30 ans, ainsi que 17 professeurs et étudiants dont les noms ont été relevés lors d'actions menées contre les réseaux Mithridate et Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) avec lesquels ils étaient en contact ; un professeur, Paul Collomb, ayant refusé d'obtempérer, est abattu.

Ce sont au total près de 1 200 personnes - enseignants, étudiants et personnels administratifs - qui sont arrêtées. Après vérification qu'elles ne sont pas impliquées dans la Résistance, et à l'exception des étrangères, des Alsaciennes et Lorraines ainsi que de celles ayant un nom à consonance juive, les femmes sont libérées. 130 étudiants alsaciens détenus sont déportés en Allemagne le 9 janvier 1944. Au total, l'Université de Strasbourg aura eu 139 fusillés, abattus ou morts en déportation, dont Jean-Paul Cauchi, à Buchenwald.

LA 1^{re} DIVISION FRANÇAISE LIBRE



Raoul Monclar



Paul Legentilhomme



Marie-Pierre Koenig



Edgard de Larminat



Diego Brosset



Pierre Garbay

Lorsque le 1^{er} février 1943 naît officiellement la 1^{re} Division Française libre, la nouvelle-née a déjà... un palmarès conséquent car ses origines remontent aux premiers jours de la France Libre, quand, évacués en Grande-Bretagne depuis la Bretagne investie par la Wehrmacht, où ils avaient été rapatriés après leur participation à l'expédition de Narvik, menée en avril 1940 pour contrer l'invasion de la Norvège par la Wehrmacht, 900 – sur 1619 – hommes de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère (13^e DBLE) et 60 chasseurs alpins décident, le 30 juin 1940, au lendemain de l'armistice avec le Reich signé par le gouvernement Pétain, de répondre à l'appel à poursuivre le combat lancé le 18 juin par le général de Gaulle.

Le 14 juillet 1940, ayant pris pour un temps le nom de 14^e D.B.L.E., ils vont – sous le commandement du lieutenant-colonel Raoul Magrin-Vernerey, le futur général Monclar – participer au premier défilé à Londres des Forces Françaises Libres qu'ont aussi rallié des sapeurs, des éléments d'une compagnie de chars, des marins...¹

Sous le nom de «Corps expéditionnaire Français libre», ces troupes vont participer du 23 au 25 septembre 1940 à l'expédition franco-anglaise de Dakar, qui tente sans succès de rallier l'Afrique Occidentale Française à la France Libre. Après avoir pris part en octobre puis en novembre suivant aux campagnes de ralliement du Cameroun et du Gabon, elles sont envoyées à Durban, en Afrique du Sud.

C'est de là que, sous le commandement du colonel Raoul Magrin-Vernerey (Monclar), et devenu la «Brigade Française libre d'Orient», renforcée par le Bataillon du Pacifique et des troupes françaises libres venant de l'AEF, le Corps expéditionnaire français va participer à partir du 14 février 1941 à la campagne d'Erythrée, alors colonie italienne, s'illustrant aux batailles de Kub-Kub (23 février), de Keren (26 février), prenant le 8 avril Massaua, port stratégique sur la Mer Rouge.

C'est sous une nouvelle appellation – «Première Division légère française libre» – et avec un nouveau commandant en chef, le général Paul Legentilhomme², Monclar n'ayant pas

voulu combattre d'autres Français – depuis Qastina, en Palestine sous mandat britannique, où ils ont été rassemblés, que les Français libres vont – aux côtés des forces britanniques – mener la conquête de la Syrie et du Liban, territoires sous mandat français restés fidèles à Vichy. Le 21 juin 1941, ils entrent dans Damas, poursuivant leur avancée vers Homs et Alep, puis Beyrouth ; et auront eu 156 tués et 471 blessés.

Repliée au Caire, sauf des effectifs restés en Syrie et au Liban pour assurer leurs sécurités, la «Première Division légère française libre» est dissoute et remplacée par la «Première Brigade française libre indépendante», commandée par le général Koenig, et la «Deuxième Brigade française libre indépendante commandée», commandée par le général Cazaud.

La 1^{re} BFL va s'illustrer à Bir Hakeim en Lybie, où elle stoppe les forces de Rommel, du 26 mai au 11 juin 1942, ainsi qu'en octobre 1942, à 106 km à l'ouest d'Alexandrie, à la seconde bataille d'El Alamein, à laquelle participe aussi la 2^e BFL.

FORMATION DE LA DIVISION

Les 1^{re} et 2^e BFL vont être – avec une 3^e brigade venue de Djibouti – réunies le 1^{er} février 1943 dans la 1^{re} Division Française Libre (1^{re} DFL), placée sous le commandement du général de Larminat et qui intègre la 13^e DBLE.

La 1^{re} DFL rejoint le 18 avril 1943 la VIII^e Armée britannique et va participer à la campagne de Tunisie où Rommel a replié le reste de ses troupes germano-italiennes chassées de Libye par l'offensive britannique.

Prenant position le 1^{er} mai 1943 sur le sud du massif du Zaghouan, elle attaque le 10 mai le Djebel Garci et le verrou du village de Takrouna. Le 13 mai la résistance germano-italienne cesse en Tunisie. Les Alliés font 300 000 prisonniers, et le 20 mai 1943 – avec la 1^{re} DFL – défilent à Tunis.

Un succès qui ne va pas plaire aux chefs de l'Armée française d'Afrique qui – restée fidèle au gouvernement pétainiste – ne s'est ralliée avec difficulté aux Alliés qu'après le succès du débarquement anglo-américain le

8 novembre 1942 au Maroc et en Algérie. D'autant plus qu'après leurs succès se multiplient les désertions et ralliement aux FFL de civils et militaires français d'Afrique

Le 8 juin 1943, la 1^{re} DFL est jugée indésirable en territoire français et reçoit l'ordre du général Giraud de quitter la Tunisie pour retourner dans le désert tripolitain, près de Zuara.³

Après la réunification officielle des forces giraudistes et de celles Françaises libres, la 1^{re} DFL va être renommée le 1^{er} août 1943 1^{re} Division motorisée d'infanterie, puis à partir du 1^{er} mai 1944 1^{re} Division de marche d'infanterie ; pour tous, elle reste cependant la «1^{re} DFL». Commandée désormais par le général Brosset et forte de 18 000 hommes, elle participera au sein du Corps Expéditionnaire Français (C.E.F.) à partir d'avril 1944 à la campagne d'Italie.

Quatre mois plus tard, intégrée à l'Armée B commandée par le général de Lattre, elle participe le 15 août 1944 à Cavalaire au débarquement en Provence, à la libération de Toulon le 25 août, atteignant Lyon le 3 septembre et poursuivant jusqu'aux Vosges où le général Brosset, tué accidentellement le 20 novembre, est remplacé par le général Pierre Garbay.

Sous son commandement, la division – où des FFI remplacent des «coloniaux» – participera à la campagne d'Alsace, ayant – après un aller-et-retour éclair en Gironde – un rôle majeur en janvier 1945 dans la défense de Strasbourg face à la contre-offensive de Von Rundstedt ; puis elle participera à la libération de Colmar.

En mars 1945, elle rejoint le sud du Front des Alpes. S'étant emparée de Tende et de la Brigue, elle passe en Italie où son offensive ne sera stoppée que par la capitulation allemande.

La 1^{re} DFL aura durant toutes ses campagnes perdu 3 619 hommes (dont 1 126 «indigènes coloniaux»). Son unité fondatrice, la 13^e DBLE – qui a compté dans ses rangs 96 Compagnons de la Libération – sera, en tant qu'unité, faite Compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 6 avril 1945. D'autres unités ayant participé un temps à la 1^{re} DFL tel le bataillon d'Infanterie de Marine et du Pacifique recevront le même honneur.

¹ Au Proche-Orient, des hommes d'un bataillon cantonné à Chypre, des éléments de l'escadre française mouillée à Alexandrie, d'autres en Haute-Volta passent du côté des forces britanniques, ils seront les précurseurs de la constitution de plusieurs autres unités des FFL.

² Général Legentilhomme : Commandant en chef des forces françaises de la Côte des Somalis en 1940, il avait tenté sans succès en juin 1940 de rallier le territoire à la France Libre. Remplacé, il avait quitté la Côte des Somalis début août et avait rejoint Londres le 8 octobre 1940.

³ La Colonne Leclerc sera aussi expédiée dans la même région, à Sabrata, y prenant le titre de 2^e DFL

DERIVES HONGROISES

Mimétisme du succès électoral du parti néo-nazi grec «Aube Dorée», qui fit entrer députés au Parlement d'Athènes 18 députés sur 300 lors des dernières élections grecques de juin 2012, des dissidents du Parti d'extrême-droite *Jobbik* ont tenté en cette fin d'année 2013 de fonder en Hongrie un parti s'inspirant de l'«Aube Dorée», le *Magyar Hajnal* («l'Aube Hongroise»), ayant pour leader Andras Kisgergely.

Selon ce dernier, «*Tout le monde en Hongrie devrait avoir le droit de se protéger ainsi que sa famille, de défendre ses valeurs et ses biens, et nous pouvons assurer que nous allons nous battre pour le droit pour tous de détenir une arme à feu en Hongrie*». Or, quand on sait que tous les discours d'extrême-droite désignent les Roms comme une menace majeure et que de nombreux actes de violence allant jusqu'au meurtre ont été commis à leur encontre...

Les autres axes de l'idéologie de l'«Aube hongroise» sont d'une part la «magyarité» – c'est-à-dire la pureté ethnique hongroise – de ses membres, et au-delà de la nation, et d'autre part la volonté d'effacer les Traités de Saint-Germain (1919) et de Trianon (1920) qui, en démembrant la monarchie dualiste austro-hongroise, ont placé des populations magyares dans des pays limitrophes.

Ajoutons pour faire bonne mesure, la volonté de ressusciter la «Garde hongroise», milice paramilitaire interdite du parti *Jobbik*.



T-shirt représentant la «Grande Hongrie» avec des morceaux «hongrois» de la Slovaquie (au nord), de l'Autriche (à l'ouest), de la Croatie (au sud-ouest), de la Serbie (au sud) et de la Roumanie (à l'est), entourant la Hongrie actuelle (au centre). Le nationalisme irrédentisme est, avec le racisme anti-Roms, des thèmes de l'extrême-droite qui ne sont pas sans audience dans les allées du pouvoir actuel.

Dissoute officiellement en 2009 pour ses violences, la «Garde hongroise»

(*Magyar Garda*) s'est de fait reconstituée sous forme d'associations locales aux noms divers mais à l'idéologie et aux pratiques communes.

C'est pourquoi le récent refus officiel d'enregistrement légal du parti *Magyar Hajnal* risque d'être un coup d'épée dans l'eau.

D'autant plus que le *Jobbik* («Alliance des Jeunes de Droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie» ; en hongrois : «*Jobboldali Ifjúsági Közösség-Jobbik Magyarorszáért Mozgalom*»), matrice de la «Garde hongroise» et de «l'Aube hongroise» et qui en partage les options sinon les pratiques les plus extrêmes, est devenu lors des dernières élections législatives de 2010 la troisième force politique du pays, entrant avec 16,67% des voix pour la première fois au Parlement, faisant élire 48 députés.

UN PARTI RACISTE

Le *Jobbik* s'est fait une réputation de parti anti-Roms (10% de la population hongroise) mais aussi antisémite.

Lors d'une conférence de presse tenue en 2010, son leader, Gabor Vona, dénonçant la «criminalité tzigane», appela à la constitution de «zones de criminalité» et, pour les enfants de délinquants, des pensionnats «où la ségrégation serait un outil éducatif plus productif». Le «Ghetto» n'est pas loin...

Le député du *Jobbik*, Marton Gyöngösi, évoqua quant à lui le 26 novembre 2012 «l'opportunité d'un recensement des gens d'origine juive vivant ici, notamment au sein du Parlement hongrois et du gouvernement hongrois qui, effectivement, constituent un risque pour la sécurité nationale». Ce qui a soulevé un tonnerre de protestations...

A quelques mois des prochaines élections, le *Jobbik*, inquiet par quelques sondages évoquant un tassement de son électoral, de l'ordre d'un quart de ses voix, conséquence pour une part de la reprise de plusieurs de ses thèmes idéologiques – euro-scepticisme, anti-capitalisme, «colonisation», du pays par les étrangers... – par le *Fidesz*, le parti ultra-conservateur de l'actuel premier ministre Viktor Orban majoritaire au parlement, a entamé une tentative de «dédiabolisation» de son image fasciste, qui n'est pas sans rappeler celle entreprise en France par Marine Le Pen concernant le FN.

Ainsi, une sourdine est mise aux défilés en uniformes, aux déclarations tonitruantes, au profit d'une campagne sur la sécurité illustrée par des visages souriants de mères de famille et d'enfants... Ce qui ne va pas sans mécontenter ceux qui, dans les rangs du *Jobbik* se prennent à rêver d'«Aube Hongroise»...

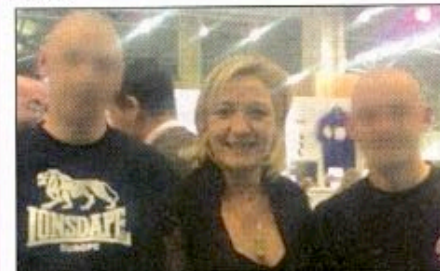
PHOTOS DE FAMILLE AU FRONT NATIONAL



Jean-Marie Le Pen avec son biographe, Franz Schönhuber, leader des Républicains allemands néonazis et... ancien Waffen-SS.



Marine Le Pen, avec Schönhuber, l'ami de Papa.



Marine, entre un T-shirt évoquant «habillement» - au milieu du logo détourné - les initiales allemandes (NSDAP) du Parti nazi, et un autre à tête de mort...



Début 2012, à Vienne (Autriche), avec Louis Aliot à un bal d'étudiants d'extrême-droite, nostalgiques...



Fidèle à la tradition familiale, Marion Marchal-Le Pen, députée FN du Vaucluse, avec, au centre, Baptiste Coquelle (en médaillon, casqué faisant le salut nazi). Accroupi (à d.), Klein, leader du G.U.D.

PUY-DE-DÔME : REHABILITATION D'UN CAMP DU MAQUIS

De plus en plus, à travers toute la France, se multiplient les parcours de mémoire, à la recherche des traces de la présence des Résistants et de leurs combats... Ce qui passe par la préservation – ou la restauration – des lieux où ils vécurent, combattirent et – hélas – parfois tombèrent.

Le Puy-de-Dôme en est un nouvel exemple.

La traditionnelle journée du souvenir programmée par l'Amicale des Anciens Résistants et Amis de la Résistance de la Zone 13, liée à l'ANACR, a connu, le 4 août dernier, un éclat particulier au hameau de Chazelette, à la stèle Paul-Roche, puis à Saint-Julien-la-Geneste.

A CHAZELETTE

A Chazelette, au nom de François-Charles Maestracci, empêché par des problèmes de santé, Jean Juliat et Marcel Charvillat, présidents-délégués, accueillirent devant la plaque de la Résistance toutes les personnalités ayant répondu à l'invitation conjointe de la municipalité de Saint-Julien, des Associations d'anciens combattants, des militants de l'Amicale Zone 13 et les nombreux participants à cette première manifestation bien matinale.

Cette année 2013 permettait la célébration du 70^e anniversaire de la création, par Paul Roche, du maquis de Chazelette, en avril 1943, puis celle du camp Nestor-Perret fin août 1943 après que les maquisards de Chazelette eurent été dénoncés par les collaborateurs locaux et la milice.

Un vibrant hommage était rendu à la mémoire de Paul Gannat, alias «Georges» l'un des pionniers de ce maquis, décédé en janvier 2013. La plaque de la Résistance était fleurie par Yvonne Gannat et sa fille, par les représentants des collectivités du Conseil Général, de la Région Auvergne et par la députée de la circonscription.

A SAINT-GERVAIS D'Auvergne

A Saint-Gervais-d'Auvergne, la stèle Paul-Roche (le commandant «André» était fleurie par quatre gerbes déposées par Édouard Charvillat, pour l'ANACR, par Michel Girard et Marc Gidel pour le Conseil général, par Jean-Marc Miguet pour le Conseil régional, et par la députée Christine Pirès-Beaune accompagnée du sénateur Jacques-Bernard Magner.

Jean Juliat, Président président-délégué de la Zone 13, ancien combattant du Mont-Mouchet, gérant du journal «Résistance d'Auvergne», périodique du Comité ANACR du Puy-de-Dôme, retraçait – après une minute de silence observée à sa mémoire - le parcours exemplaire du Résistant Paul Roche, alias commandant «André», ses origines paysannes, sa vie scolaire et étudiante brillante. Élève-ingé-



nier aux Arts-et-Métiers d'Aix-en-la-Provence, il décida de fuir le STO et fonda l'un des premiers maquis des Combrailles avant d'être chargé de hautes responsabilités au sein de la Zone 13. Rendu à la vie civile après 1945, il ne cessa de militer toute sa vie pour la défense du devoir de la mémoire.

A SAINT-JULIEN

La dernière étape de cette Journée du souvenir, à Saint-Julien était la plus importante, puisque qu'elle consistait en l'inauguration du Camp «Nestor-Perret». René Poumerol, maire de la commune, et «ami de la Résistance ANACR», accueillait tout le public qui avait considérablement grandi. La cérémonie était placée sous le double signe du 70^e anniversaire de la création du camp local en août 1943 et de l'inauguration de la réhabilitation du site pendant le début de l'été 2013. Les personnalités présentes entouraient la députée qui coupait le ruban tricolore officiel. Après le fleurissement de la stèle (notamment par l'un des derniers rescapés du camp, Adolphe Nouvelberg, alias «Philippe», une minute de

silence était observée à la mémoire des maquisards ayant vécu sur le site, l'amicale Zone 13 remerciait René Poumerol, les élus de la commune et toute la population pour avoir réussi à mener à bien cette réhabilitation exemplaire qui avait demandé bien des efforts matériels. Se succédaient ensuite les interventions de Philippe Nouvelberg, de Jean-Robert Lindron, président du CODURA, qui retraçait de manière brillante la fresque de l'activité résistante dans les Combrailles. La conclusion revenait à René Poumerol, qui évoquait de manière simple les liens qui l'avaient attaché humainement au camp, à Paul Roche et aux «Amis de la Résistance» pendant ses mandats électoraux. Enfin Jean-Marc Miguet pour la Région Auvergne et Christine Pirès-Beaune, députée de la circonscription saluaient la volonté présente en ces lieux de nourrir le devoir de mémoire.

Après un ultime dépôt de gerbes au monument aux morts de Saint-Julien, cette journée commémorative se terminait par un vin d'honneur et un agréable repas.

(D'après *Résistance Auvergne* n°160, octobre 2013)

SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)

BON DE SOUTIEN

2013

Conservé et bon, il peut vous être attribué un grand nombre de cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. Le tirage sera publié dans le numéro du 1^{er} trimestre 2014 du «Journal de la Résistance» - France d'abord.



Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance !

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme. Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **15 février 2014**, la date limite de renvoi des bons ayant été reportée.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION



Du 14 au 16 mai 2013, 32 élèves - venant des collèges Les Sablons et l'Immaculée Conception, de Buzançais, Léon XIII et Touvent, de Châteauroux, Romain-Rolland, de Déols, Stanislas-Limousin d'Ardenes, Vincent Rotinat, de Neuvy-Saint-Sépulchre et Jean-Moulin, de Saint-Gaultier ainsi que des lycées Blaise-Pascal, Jean-Giraudoux et Sainte-Solange, de Châteauroux, lauréats du C.N.R.D - ont pu appréhender l'ancrage dans l'histoire de «Paris Résistant» lors du voyage offert par les organisations de la Résistance de l'Indre (C.U.R.D.I., A.N.A.C.R., F.N.D.I.R.P.).

La première visite, consacrée au Carré des Fusillés, au cimetière d'Ivry-sur-Seine, fut empreinte d'une forte émotion à l'évocation du sort tragique réservé par les Allemands aux camarades du groupe de Missak Manouchian. Puis le groupe fut accueilli par Guy Krivopissko, au Musée de la Résistance Nationale.

Le mercredi, le premier rendez-vous à Montmartre le fut avec des intervenants des Amis de la Commune de Paris 1871 qui exposèrent longuement ce que fut la Commune, son œuvre

sociale, démocratique, humaniste dont la modernité interpelle encore, le Programme du Conseil National de la Résistance en portant les traces. L'histoire de la Semaine Sanglante conduisit le groupe au cimetière du Père Lachaise devant le Mur des Fédérés.

La rencontre inoubliable, point d'orgue du séjour, avec la grande dame de la Résistance que fut Madeleine Riffaud, femme de lettres, journaliste, fit découvrir aux lauréat(e)s une femme exemplaire de culture, de courage de simplicité, d'humanité, dont la vie entière faite d'engagement est un modèle ressenti : elle fit parcourir les traces de «ses coups de main», depuis la rue Laumière, les Buttes-Chaumont, le Train de la petite Ceinture et le souvenir du 23 août 1944 commémoré par les élèves de l'Indre qui déposèrent une gerbe, la place de la République et la dernière bataille de Paris pour sa libération le 23 août 1944.

La dernière matinée permit de se rendre au Mont-Valérien pour une ultime visite guidée du Mémorial de la France Combattante inauguré le 18 juin 1960 par le général de Gaulle.

SOUSCRIPTION POUR LA RÉNOVATION DU SIÈGE NATIONAL

Confirmant une résolution du Congrès de Marseille en 2008, les congressistes d'Agen ont décidé en 2010 de lancer une souscription pour la rénovation du siège national de l'ANACR, acquis en 1968 et nécessitant des travaux pour maintenir en état le patrimoine de l'ANACR, pour se mettre en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. Cette souscription s'est adressée aux Comités départementaux et locaux pouvant y participer ; il a été possible à titre individuel d'apporter son soutien.

Le changement de toutes les fenêtres a été effectué pour un montant de 8.761,54 €, les travaux de plomberie pour un montant de 3.464,81 €, la mise aux normes du réseau électrique interne pour un montant de 17.423,36 €, la rénovation des murs, plafonds

et peintures pour un coût final de 23.573,98 € ; soit un coût total des travaux de 52.223,69 €. Des changements de matériels de bureau obsolètes ou devenus inutilisables entraîneront une dépense supplémentaire d'environ 2.000 €.

A ce jour, la souscription réalisée totalise 55.158,05 €. La Direction nationale l'ANACR remercie tous les comités locaux et départementaux, ainsi que tous les adhérents et les lecteurs du Journal de la Résistance qui, par leurs dons, ont permis la réalisation de ces travaux.

Les conséquences d'un sinistre survenu dans nos locaux, qui ont retardé la parution de ce numéro, et retarderont celle du suivant, ont entraîné des frais non prévus. La souscription continue.

8^e LISTE

Comité départemental de la Charente : 50€ ; Monsieur René Chagnaud (16) : 50€ ; Monsieur Serge Dupont (37) : 20€ ; Mme Suzanne Lubineau (37) : 20€ ; Comité départemental de Loire-Atlantique (44) : 100€ ; Comité départemental de la Manche (50) : 500€ ; Comité local Côte Vermeille (66) : 50€ ; Monsieur Jean-Pierre Gendillou (87) : 20€ ; Monsieur Vincent Pascucci (92) : 500€ ; Comité départemental des Hauts-de-Seine : 500€ ; Mme Colette Faivre (92) : 150€ ; Monsieur Alain Guérin (93) : 50€ ; Monsieur René Goussi (93) : 50€ ; Comité départemental du Val-de-Marne : 5 328,25€. TOTAL de la 8^e Liste 7 388,25. € ; TOTAL GENERAL : 55 158,05 €.

SOUSCRIPTION NATIONALE

COMITE DEPARTEMENTAL ANACR DE

COMITE LOCAL ANACR DE

Le Président : Le Trésorier :

Mme, M

Verse : € Pour la rénovation du siège national

Chèque joint à l'ordre de l'ANACR

Envoyer au siège à :

ANACR, 79 rue Saint-Blaise 75020-PARIS

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Franco SETTI, André LAVAREL (Haute-Savoie)

Né le 22 août 1925 à Rome dans une famille de maçons italiens, Franco Setti vint en 1933 rejoindre à Thonon son père, arrivé en France deux ans plus tôt. Dès sa sortie de l'école primaire, il travaille dans une petite entreprise dirigée par un patron lui aussi italien et qui, la défaite de 1940 intervenue, entrera en Résistance ; un patron qui, lorsqu'il sera requis pour le STO, le mettra en contact avec René Blanc, chef départemental des Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.). C'est ainsi que Franco Setti se retrouvera au Nid, chalet d'Alpages où les M.U.R. ont installé un refuge pour les réfractaires au S.T.O. Dès lors, il vivra la vie des maquisards des M.U.R.-A.S. jusqu'à la Libération, devenant le meilleur tireur au F.M. Le 1^{er} août 1944, il est aux Glières avec son groupe, en position de protection au col de la Cenise, au grand parachutage qui va apporter aux Résistants de Haute Savoie les armes de la victoire. Le 14 août, la Résistance, unie au sein des F.F.I., engage le combat pour la libération de Thonon, Franco, avec son groupe dirigé par Jean Diot, fait partie des assaillants - il sera l'auteur du premier coup de feu - qui vont encercler la garnison allemande de Rives, qui finira par capituler. La Haute-Savoie libérée, il poursuit le combat dans l'Ain (libération de Fort-l'Écluse), en Maurienne...

Disparu le 14 juillet dernier, André Lavarel, né en 1920 à Choisy, devient pupille de la nation à 8 ans au décès de son père suites aux blessures reçues durant la guerre de 14-18. Devenu instituteur, il sera requis pour le STO, ce qu'il refusera, entrant en Résistance dans le maquis de la Mandallaz.

André RIBOUTON, Henri LALISSE (Rhône)

Né le 25 avril 1923 à Lyon, il participe dès l'âge de 15 ans à l'aide aux réfugiés espagnols par une collecte de vêtements, médicaments et denrées alimentaires. Élève au groupe scolaire Edmond-Labbé (Lyon 5^e) à la déclaration de guerre en 1939, André et ses camarades doivent quitter la ville le 17 juin 1940 suivant les directives du préfet, les Allemands arrivant à Lyon le 19 juin, la protection de la ligne Maginot s'étant avérée illusoire. Il rejoint à bicyclette le village de Joyeuse en Ardèche, côtoyant pendant deux jours la population en exode ; il y restera deux mois. A la rentrée scolaire, le jeune André découvre la présence dans les ateliers d'adultes en stage de reconversion : des avocats, médecins ou autres professions libérales dorénavant interdits d'exercer leur métier parce que Juifs. Le 19 novembre 1940, lors de la visite de Pétain à Lyon, toute sa classe tourne le dos au cortège officiel, une des premières manifestations d'attitude résistante, qui se poursuivra par la rédaction et la distribution de tracts, l'écoute des radios britanniques, soviétique et suisses. André participera à la manifestation interdite du 14 juillet 1942 organisée par les mouvements de Résistance Combat, Libération et Franc-Tireur. En janvier 1943, André s'engage dans l'organisation «Jeunesse et montagne» créée après la défaite en août 1940 par l'Armée de l'air initialement pour regrouper les jeunes engagés démobilisés. Les jeunes reçoivent en son sein un entraînement physique et sont employés à des tâches utilitaires. Mais, en octobre 1943, il est affecté dans des ateliers de l'industrie de l'air contrôlés par les Allemands : avec son équipe, il organise des actions de sabotage et aide quelques compagnons à s'évader. Repéré, il déserte et gagne la Savoie où, par l'intermé-

diaire de Laviron, il entre en contact avec la Résistance. L'emploi qu'il trouve dans un chantier forestier près de la Dent du Chat lui offre une couverture lui permettant de participer à des actions de sabotages, coupures de lignes électriques ou encore à l'obstruction du tunnel de la Dent du Chat. En juin 1944, il est incorporé dans un Corps franc de la libération de la Savoie, le «Groupe Cytise», placé sous les ordres de l'adjoint-chef Simonet, avec lequel il participe à diverses opérations ; dont l'attaque d'un convoi allemand le 18 août sur la route d'Aix-les-Bains. Blessé lors d'une patrouille à la Motte Servolex, le poumon perforé, il est opéré à l'hôpital de Chambéry et reste en convalescence pendant trois mois. A la dissolution des F.F.I. en septembre 1944, il rejoint l'armée régulière au sein du 13^e Bataillon de Chasseurs Alpins, Au pied du Petit-Saint-Bernard, son régiment assiège les fortifications tenues par les Allemands. N'étant pas suffisamment remis de ses blessures, il est affecté au centre d'instruction d'Albertville en février 1945. En avril 1945, sa compagnie de mortiers, reconvertie en fusiliers voltigeurs, est envoyée à Val d'Isère avec pour objectif de passer dans le Val d'Aoste avant l'arrivée des Américains. Lequel est atteint le 20 avril, le 1^{er} juin, ordre est donné d'évacuer le secteur afin de relever l'armée du général de Lattre de Tassigny dans le Tyrol autrichien où il participera à l'arrestation de nazis avant sa démobilisation en décembre 1945. Après la guerre, André Ribouton effectuera une carrière aux PTT et aura un engagement syndical et politique au sein de la CGT et du PCF. Ayant rejoint l'ANACR, il en fut vice-président départemental du Rhône, puis président jusqu'en 2010 et Président d'honneur. Il était membre du Conseil national de l'Association depuis le congrès de Grenoble en 2004. Délégué départemental de l'Éducation nationale depuis 1959, il était titulaire des palmes académiques.

Né en 1924, Henri Lalisse a 16 ans au moment de l'armistice et vit avec ses parents à Villeurbanne, où il est apprenti tanneur. Arrêté par la police française en 1942, pour distribution de tracts dans les boîtes aux lettres, il est finalement relâché du fait de son jeune âge. Mais, le 1^{er} mai 1943, alors qu'il rentre chez lui, il est pris dans une rafle organisée par les Allemands et, après un contrôle d'identité, est parqué avec 183 compagnons d'infortune dans la cour de l'école «Immaculée Conception». Avec lesquels il est envoyé par train à Compiègne avant d'être dirigé sur le camp de concentration de Mauthausen en Autriche. Dès son arrivée, il est affecté au Kommando de Wiener-Neustadt puis au Kommando de Redl-Zipf (Schlier) et enfin à celui de Gusen d'où il sera libéré le 5 mai 1945. De retour de déportation dans un état physique dégradé, il gardera des séquelles physiques et morales. Il lui faudra du temps pour venir témoigner dans les collèges de Vaulx-en-Velin, Décines ou au CHR, mais il le fera jusqu'au bout de ses forces.

Jean-Claude FISCHOF (Yvelines)

Né à Paris le 24 février 1920, 2^e des 4 enfants d'une famille de négociants en pierres précieuses ayant des origines russe et viennoise, Jean-Claude Fischof débute des études d'ingénieur que la mobilisation interrompra en juin 1940. Evadé en août 1940 d'un camp de jeunesse de Gironde, avec l'idée de rejoindre Londres en passant par l'Espagne, il est arrêté à la frontière espagnole le 22 août 1940, il fait 6 mois de prison à Bordeaux. A sa sortie, cherchant

toujours à rejoindre Londres, il finit par s'embarquer à Marseille comme officier mécanicien sur un cargo qu'il quittera en décembre 1941 en rade de Lomé (Togo), rejoignant la Gold Coast britannique (Ghana) à la nage. S'engageant dans les Forces Françaises Libres à Accra, il rejoint l'Angleterre en mai 1942, où il commence une formation de combattant dans la R.A.F., avant de suivre une formation de navigateur au Canada (juillet 43-avril 44). Il combattra avec le Groupe de Bombardement Lorraine des F.A.F.L. (citations à l'ordre de l'aviation de bombardement). Il sera démobilisé en décembre 1946. Lieutenant de réserve, il était Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre avec étoile vermeil, Médaille de la Résistance Française.

Georges ABBACHI (Seine-Saint-Denis)

Né en 1924 et disparu en juillet 2013, jeune ajusteur, se lia d'amitié au sein de la Jeunesse communiste du 17^e arrondissement avec Guy Moquet, avec lequel il participera aux premiers actes de Résistance dans Paris occupé. Lui-même arrêté en juillet 1941, il fut condamné à 3 ans et demi de prison à Fresnes et Poissy, et de camp d'internement à Voves, Pithiviers et dans la citadelle de l'Île-de-Ré, d'où il sortira en décembre. Militant syndical à la CGT après-Guerre, élu municipal depuis 1952 à Saint-Ouen, il en sera maire-adjoint de 1964 à 1983. Il fut Secrétaire général de l'Amicale de Châteaubriant de 1983 à 2005, il était depuis 2005 Secrétaire de la FNDIRP de Seine-Saint-Denis.

Jacqueline de CHAMBRUN (Lozère)

Née le 20 décembre 1920 à Casablanca dans une famille modeste aux valeurs humanistes installée au Maroc, Jacqueline Retourné s'engagea à 16 ans dans l'aide aux Républicains espagnols, dont la défaite face aux franquistes la marqua profondément. Venue en France pour étudier la médecine à Montpellier, choquée par l'antisémitisme ambiant, elle est recrutée en décembre 1942 par le mouvement «Combat» et affectée au service social ; elle rencontre alors son futur mari, Gilbert de Chambrun, chef régional de l'Armée Secrète. Echappant en juillet 1943 à l'arrestation par la Gestapo, elle devient responsable du service social de «Combat» à Marseille puis Lyon où, en janvier 1944, elle échappera à nouveau à l'arrestation. Incorporée comme médecin - sous le nom de «Lieutenant Noëlle» - au maquis du Mont-Mouchet (Haute-Loire/Lozère), elle rejoindra, après son anéantissement en juin 1944, un autre maquis, et défilera en août 1944 lors de la Libération de Montpellier. Engagée comme médecin dans le 81^e R.I., formé par les FFI du Languedoc et de l'Aveyron, elle s'arrêtera sur les bords du Rhin pour ne pas devenir à son tour «une occupante». Reprenant ses études de médecine, elle devient pédiatre et sous son impulsion est créé en 1968 le premier centre de PMI de Seine-Saint-Denis, dont elle sera responsable pendant 19 ans. Elle milite aussi à partir des années 1970 en faveur de la contraception et de l'avortement, et ouvre des consultations avec le Planning familial. Elle sera bénévole au Secours Populaire, dont elle deviendra administratrice. Elle était commandeur de la Légion d'honneur.

Christiane RIZO (Paris, Val-de-Marne)

Disparue le 28 août à 88 ans, Geneviève Gille, née en 1924 et alors âgée de 18 ans, rejoint les clandestins Comités populaires de métallurgie, animés à l'échelon national par Raymond Sémât, dirigeant syndical cégétiste de la métallurgie.

Elle n'est pas métallurgiste, mais son père. Charles Gille, chef d'atelier dans une entreprise d'aéronautique, lui aussi militant syndicaliste et qui sera membre du Comité de libération de Malakoff dès sa création, joua sans doute un rôle dans son engagement. Son travail consistera à taper les textes rédigés par les dirigeants. Son travail consistera à taper les textes rédigés par les dirigeants illégaux de la CGT ; elle sera aussi chargée d'assurer la liaison entre les responsables syndicaux recherchés par la police et transportera souvent du matériel interdit. A la veille de la Libération, le groupe auquel elle appartient reçut de la direction nationale la mission de reprendre possession des locaux, propriété du Syndicat des métaux, dont s'étaient emparés les collaborateurs dès l'arrivée de l'armée allemande. Une trentaine d'hommes, pour la plupart des responsables syndicaux illégaux, et une dizaine de femmes, dont Geneviève Gille, se rendront à pied ou à vélo à la «Maison des métallos», au 94 rue d'Angoulême (actuellement rue Jean-Pierre Timbaud), dans le XI^e arrondissement de Paris. Ils y retrouveront André Rizo, frère de Christian Rizo, jeune Résistant fusillé le 9 mars 1942, et qui est chargé par Francis Bonéric, Président du Comité de Libération du XI^e et maire par intérim, de récupérer ces mêmes locaux. La rencontre des deux groupes de résistants aura une double conséquence : le «94» sera libéré et Geneviève Gille rencontrera André Rizo, dont elle deviendra le 3 mai 1945 à la mairie de Malakoff l'épouse, pour 68 ans. Après la guerre, Geneviève est restée une femme active, épousant toujours fidèle à ses convictions forgées dans sa jeunesse, le souvenir de la Libération l'accompagnant toute son existence.

Yves BANCON (Dordogne)

Fils d'un père cheminot acquis aux idées communistes révoqué à la suite des grèves de 1920 et qui ne sera réintégré qu'en 1937 après la création de la SNCF suite au Front Populaire, Yves Bancon est né en 1922, à Périgueux. Adolescent, il fut lycéen dans cet établissement qui s'appelaient alors la «Professionnelle» et rêvait, passionné d'aviation, d'intégrer l'école de Rochefort ; les menaces de guerre se faisant sentir, ses parents s'y opposèrent et il s'orienta alors vers l'architecture... Agé d'à peine 18 ans au moment de la déclaration de guerre, bercé par les récits de son père, vétéran de la Grande Guerre, il considère la défaite de 1940 comme quelque chose d'intolérable. Employé de bureau à la ville de Périgueux, Yves Bancon avait, alors qu'il finit dans une ferme-auberge aux Grèzes, entendu l'appel du général de Gaulle Désireux de «faire quelque chose», il tente de rejoindre la France libre : une première tentative - en 1941, via Marseille - puis une seconde - en 1942, alors qu'il est aux Chantiers de Jeunesse, à Saint-Pée-de-Bigorre - connaissent toutes deux l'échec. Convoqué au STO après son instauration par le gouvernement pétainiste le 16 février 1943, il y part le 5 mars à contrecœur pour éviter des représailles à l'égard de sa famille, et se retrouve à Vienne, en Autriche, affecté à la *Flugmotorenwerke* à *Wiener-Neudorf*. Contraint et forcé à trois reprises d'accompagner un dessinateur allemand pour faire des relevés au sein de l'*Arbeitslager, Kommando* qui dépend du camp central de Mauthausen, il découvre, à cette occasion, l'enfer concentrationnaire nazi. Fin octobre 1943, grâce à la complicité d'une secrétaire tchèque, il obtient une permission de 72 heures et... embarque, le 31 au soir, dans le rapide Vienne-Strasbourg. De là, il parvient, après avoir traversé les Vosges à pied, à gagner Paris grâce à la complicité de Résistants cheminots, puis Périgueux où il arrive, après bien des péripéties, à l'aube du 11 novembre. Dès

lors, on le retrouve engagé dans la Résistance, d'abord en Belvésois, au sein d'un groupe de l'Armée Secrète, le groupe Marsouin que dirige Georges Marty, puis au service de renseignements FTP que dirige Pierre Vorms, alias commandant «Claude». Au cours d'une de ses missions à Périgueux, au moment du débarquement, il est en contact avec Charles Mangold, alias commandant Vernois, chef de l'AS Dordogne-Centre. Quelques temps plus tard, il est désigné pour prendre le commandement du détachement n° 2 de la 22^e compagnie du 1^{er} bataillon FTP où il opère, jusqu'à la libération, 1 à la porte sud-est de Périgueux. Demeuré en Périgord et devenu «inspecteur du 2^e bureau», le «lieutenant Ramon» - pseudonyme qui lui vient de l'acteur mexicain, Ramon Navarro - appartient au 50^e bataillon de sécurité, les Milices patriotiques de l'automne 1944. Après la fin de la guerre, la vie reprend son cours et il travaille une dizaine d'années dans une entreprise métallurgique à Mussidan, avant de devenir métreur à Périgueux. Engagé par la suite au sein de l'ANACR, il exercera la fonction de secrétaire départemental, avant d'accéder à l'honorariat association en 2010 et à la présidence du comité local du canton de Saint-Pierre-de-Chignac. Il fut l'un des créateurs dans le département du Comité du Prix de la Résistance et de la Déportation, intervenant dans les établissements scolaires, participant à toutes les initiatives de transmission de la mémoire.

Jean SCIANDRA, Jean JARDIN (Val-de-Marne)

Dès l'âge de 14 ans, il fut fin 1940 avec son frère Louis résistant à Menton, aux côtés d'Honoré Vial, cofondateur avec eux d'un premier groupe de Résistance et qui mourut sous la torture du fait de l'OVRA, la Gestapo italienne. Ce groupe cofondé par les frères Sciandra rejoindra les FTP en juin 1943 (Jean sera homologué aspirant FFI) et formera la 44^e compagnie FTPF de Provence Zone Sud F2. Jean Sciandra sera arreté avec son frère Louis et un troisième Résistant par la police pétainiste le 6 janvier 1944. Emprisonné à Nice puis Aix-en-Provence, il est incarcéré comme «terroriste» à la centrale de Riom. Il ne sera libéré qu'en juin 1946..., réhabilité et reconnu comme Résistant valeureux. A partir de 1948, il travaillera comme inspecteur des ventes pour les journaux *Ce Soir* et *l'Humanité*, puis aux Editions Vaillant, et sera Directeur général de l'Office Parisien de la Presse gérant des journaux issus de la Résistance. Il aura des responsabilités locales A Ivry-sur-Seine, où il sera conseiller municipal, il aura des responsabilités au Parti communiste, au Mouvement de la Paix, à la FNDIRP ; il était délégué cantonal de l'Education nationale, membre de l'UDAC et du Service départemental de l'ONAC. Président départemental de l'ANACR du Val-de-Marne et membre de son Conseil national depuis le congrès de Vichy en 1994. Il était titulaire de la CVR, de la Croix des Internés et Déportés, du Titre de Reconnaissance de la Nation, du Diplôme d'Honneur des FTPF.

Jean Jardin, fils de Résistants, disparu en août dernier, alors jeune communiste, s'engagea lui-même très jeune dans le combat patriotique, cachant des soldats anglais parachutés en France occupée, intégrant un maquis FTPF du Lot-et-Garonne. Président de l'ANACR de Champigny-sur-Marne, membre du Comité Directeur de l'ANACR du Val-de-Marne, Jean Jardin était membre du Conseil national de l'ANACR depuis son congrès de Brest en 1992. Il était titulaire de la Médaille de la Résistance, de la Croix de C.V.R., du Diplôme des FTPF.

Louis LOZAC'H (Finistère)

Ancien Président du comité départemental de l'ANACR du Finistère et son président d'honneur, Louis Lozac'h s'est éteint dans sa 95^e année. En avril 1939, alors que se précisaient les menaces de guerre, il avait devancé l'appel. Démobilisé après la défaite de juin 1940, il est mis en contact en août 1942 avec le réseau de Résistance Turma-Vengeance par l'intermédiaire d'un membre du club de football «l'Hermine concarnoise», dont l'entraîneur, Georges Martin, lieutenant de réserve, est chef du réseau. Lors des combats de la Libération, Louis Lozac'h sera responsable d'une quarantaine d'hommes, son groupe étant engagé. Le 7 août 1944 dans le combat de Kernaourlan, sur l'axe Pont-Aven-Trégunc, au cours duquel il perdit un homme. Après l'attaque sanglante de Kerviniou le 24 août, les troupes d'occupation embarquaient subrepticement pendant la nuit, préférant la fuite par mer vers Lorient. Le 25 août 1944, vers 6h du matin, commandée par Louis Lozac'h, une patrouille de la 4^e section de la 2^e compagnie «Vengeance-Action», en provenance de Toul-Mengleuz-en-Lanriec, pénétra dans Concarneau par l'ancien pont du Moros et, ne rencontrant aucune Résistance, parvint sans encombre Place de la Mairie (actuelle Place Général de Gaulle), où l'attendait MM. Yves Aubert, maire, ceint de l'écharpe tricolore, Jouannic, commissaire de police, Germain Bourdon, lieutenant des pompiers, lesquels se préparaient à recevoir les forces de la Résistance. Un second groupe, 3^e section de la même compagnie, arrivait également peu après, suivi par l'ensemble des combattants, environ 1 200, armés et habillés de façon hétéroclite, Vers 7 heures, le drapeau français était hissé sur l'Hôtel-de-Ville de Concarneau. Louis Lozac'h était membre du Conseil national de l'ANACR depuis son congrès de Brest en 1992.

René ESCABASSE (Gironde)

Cadet de trois enfants, issu d'une famille d'ouvriers, son père, artisan maçon, sa mère ouvrière agricole, René Escabasse, né le 21 février 1926, à Saint-Laurent-du-Plan en Gironde, obtint avec dispense son certificat d'études primaires à l'âge de 11 ans et ½. Après un an de cours supérieur, il quitte l'école fin juillet 1938 et en juillet 1939 est engagé par le boulanger du village comme apprenti. Son patron, appelé sous les drapeaux, sa boulangerie ayant fermé, René partira à Caudrot pour exercer son métier dont il passera le CAP. Revénu à la maison familiale, son père ayant perdu son emploi pour avoir refusé de travailler à la base allemande de Bordeaux, écoutant la radio de Londres, il entre en contact ainsi que son frère Albert avec un Résistant de Blamison. Une dénonciation lui vaudra une arrestation et une amende. René et son frère rejoindront ensuite le groupe «Hilaire-Buckmaster» de Blamison placé sous les ordres du capitaine Barrière, qui participera à diverses actions, aux libérations de Sauveterre et de Langon, et sera intégré à «Guyenne et Gascogne», du commandant Noutary. Ayant souscrit un engagement pour la durée de la guerre, René Escabasse sera incorporé au 57^e R.I. reconstitué à partir des FFI de Corrèze, Lot-et-Garonne et Gironde, qui est intégré à la 36^e Division de la 1^{re} armée et participera à ses actions en Provence, Italie, Alsace et Allemagne. Il sera libéré le 30 novembre 1945. Vice-président départemental de l'ANACR de Gironde, il était titulaire des Croix du Combattant 39-45, du CVR, des Combattants de moins de 20 ans, de la médaille des engagés combattants de moins de 20 ans, du TRN.

Je recherche des renseignements sur François ANDREUX, Résistant dans la région d'Arion ou de Beauraing, qui fut blessé, fait prisonnier et s'est évadé une ou deux fois. Y aurait-il des Résistants ou une Association pouvant me renseigner ?

Contacteur : Jacques DESMONT
du Pliit, 657910 - FRANES-LEZ-ANVAING
BELGIQUE
Tel : 069 266 227
E-mail : jacquesdesmont@hotmail.com

Je cherche des renseignements sur mon grand-père, Paul DIMITRIADES, qui a fait partie de la Résistance de Saint-Etienne (42), et sur ma grand-mère Eliane BORYE.

Contacteur Guillaume DIMITRIADES
46 rue des Franc-bourgeois.
28410 BU Tel : Port : 06 81 65 29 39
E-mail : guillaume.dimitriades@orange.fr

Je recherche la trace de mon grand-père maternel, décédé en 1981 et qui a œuvré dans la Résistance. Je ne l'ai pas connu et ma mère ne sait pas grand-chose de son action durant cette période, car il a toujours refusé d'en parler.

Toutefois, je pense l'avoir retrouvé : son nom figure dans la liste des Résistants du groupe Lyon-gare PTT, sur le site internet de l'amicale des anciens Résistants du maquis de l'Azergues. Son nom est François Henri Maret, mais il se faisait appeler Francis ; et c'est ce prénom que l'on retrouve sur le site. Ma mère me confirme qu'il travaillait à Lyon-gare PTT et qu'il était membre du PC. J'ai essayé de contacter l'Amicale par mail mais je n'ai pas encore de réponse : savez-vous comment je peux le contacter ? Je voudrais être sûre qu'il s'agit de mon grand-père (même s'il y a une forte présomption), et souhaite savoir ce que l'on sait de son action.

Fille de Mme Monique Maret, épouse Béraud
Contacteur Mme Béraud-Kauffmann
75, rue H. Kahn. 69100-VILLEURBANNE
Tel. Port. 06 61 14 34 63
E-mail : nadege.beraud@orange.fr

Je recherche des renseignements sur mon oncle Donatello TOFANI, né le 17 novembre 1920 à Lyon (1^{er} arrdt.). Le 4 juin 1940, jeune ouvrier chapelier, domicilié au 13 rue Terraille à Lyon, il s'engage pour la durée de la guerre et est affecté au dépôt d'artillerie de Nîmes où il est démobilisé le 11 juillet 1940. Il participera au groupement 43 des Chantiers de jeunesse du 1^{er} juillet 1941 au 28 décembre 1942 et, à compter du 1^{er} août 1943 jusqu'au 30 septembre 1944 au réseau «Ajax» des Forces Françaises Combattantes de Lyon.

Merci d'avance à qui me donnera des renseignements complémentaires

Contacteur Alain BOITARD
101 bis rue Saint Charles -75015-PARIS
Tél. : 06 80 08 34 22
Mèl : aboitard@noos.fr

Je cherche des renseignements sur Jean-Louis BERTHELEME. Originaire de Plonévez-du-Faou, j'ai toujours entendu ma mère (décédée en 1998) me parler de cet homme qu'elle a côtoyé durant la guerre. Il me semble même que ma mère était citée dans un livre consacré à cet

homme. Qui pourrait me mettre sur la voie de cet ouvrage ?

Contacteur Anny POUPON
Lieu-dit Penhoat. 29370-CORAY
Tel : 02 98 59 34 95. Port : 06 82 55 50 30
E-mail : alani.penhoat@orange.fr

De Madagascar où je profite de ma retraite, je cherche un maximum, d'informations et de confirmations, en vue d'effectuer une biographie de mon père Paul Dupont, membre de l'ANACR, et qui fut Commissaire politique, en Espagne, à Albacète, et Commandant FTP/FFI, membre de de l'État-major du Puy-de-Dôme, région 6

Contacteur Alain DUPONT
Andakabe
619-MORONDAVA (Madagascar)
E-mail : alain.cathicia@gmail.com

Mon père, décédé en août 1997, était titulaire de la Croix de guerre 39/45 et possesseur d'une carte ANACR de Résistant, que j'ai vue à plusieurs reprises et qui été égarée. Je cherche un document attestant de son statut de résistant. Il était né le 23 avril 1922 à Cosne/Loire et habitait Maimbray 45630 Beaulieu (Loiret).

Contacteur Johnny MERLOT
30, rue de la gare de Reuilly - 75012-PARIS
Tel. Port : 06 08 85 14 49
E-mail : Johnny.merlot@orange.com

Le 1^{er} septembre 1944, mon grand-oncle, Eugène MAZILLE, avec des camarades FFI de la brigade RAC sous les ordres du commandant Cezard dans la zone Dordogne Nord, est mort en sautant sur une mine à la Caserne d'Angoulême lors de la libération de la ville. J'aurais souhaité, le 1^{er} septembre 2014, pour la date anniversaire, déposer une gerbe à leur mémoire dans la dite caserne. Les Amis de la Résistance, que j'aimerais associer à la cérémonie, pourraient-ils m'aider à mener à bien ce projet.

Sandrine VICTOR
Maître de conférences Université Albi
8 Avenue Gambetta, 81300 - GRAULHET
E-mail : sanvctr@aol.com

Journaliste pour Canal +, je recherche de la documentation (coupures de presse, films, bouquins, témoignages), relative à l'évènement du faux *Nouvelliste*, qui s'est déroulé à Lyon le 31 décembre 1943, le quotidien collaborationniste *Le Nouvelliste* fut à l'époque détourné par les Résistants du M.U.R. Qui pourrait m'aider ? Merci d'avance.

Contacteur Alizé LUTRAN
E-mail : alize.lutran@gmail.com

J'ai reconstitué le parcours résistant de mon père, Roger BARRIER, né le 27 décembre 1923, et trouvé une photo de lui au Congrès National de l'ANACR à Lyon (15 au 17 mai 1980). Je souhaiterais approfondir mes connaissances sur son action. Merci de donner des informations ou m'indiquer où puis-je trouver des archives ?

Contacteur Bernadette BARRIER
22, allée des Cyprès. 87280-LIMOGES
Tel : 05 55 77 90 41. Port : 06 28 27 28 17
E-mail : b.barrier@free.fr

Afin de compléter mes recherches sur les Résistants et Déportés de Château-Renault et son canton, j'aimerais savoir où trouver la liste des Résistants médaillés pour leurs actions durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Je cherche notamment des informations sur Elisabeth DE ROCHAS D'AIGLUN (née DORRON, le 19 septembre 1899 à Villedomer (37), Michel DORRON (son frère, mort à Neuen-gamme), né le 24 janvier 1907 à Tours, Fernand MASSUARD, né le 7 septembre 1908 à Château-Renault (Officier de la Légion d'Honneur, médaillé Militaire, Médaillé de la Résistance Française).

Puis-je avoir une copie de leur Certificat ?
Contacteur Emmanuelle BATAILLE
24 rue de Bel Air
37110 CHATEAU-RENAULT
E-mail : emmanuelle.bataille@orange.fr

J'effectue des recherches sur la période de Résistant de mon père, qui a appartenu au bataillon FFI Courcier - dont le chef principal était Raymond Courmont alias Courcier - du secteur du vieux Lille à Lille (59), son chef direct étant A. Lalau alias Varennes.

Où puis-je trouver des renseignements sur le réseau ? Qui pourrait m'en donner ? Mes recherches auprès du SHD ne m'ont pas permis de trouver suffisamment de détails.

Contacteur Joël PRODHOMME
1 lot. Les Chênes kermés
84300-LES TAILLADES
Tel : 04 90 04 68 98
E-mail : joelprodhomme@yahoo.fr

Mon arrière-grand-père René VIEILLE-GROSJEAN faisait partie du mouvement «France d'abord» et des F.F.I. de Lyon. Il a sauvé des Juifs en leur fabriquant des faux-papiers, j'aimerais connaître leurs noms ! Il travaillait au commissariat de Vaise à Lyon avec Monsieur Aumonier, et, après avoir été interné à Montliuc (cellule 110), a aussi été déporté à Auschwitz-Birkenau.

Si quelqu'un peut me communiquer des renseignements, je lui en serai reconnaissant.

Contacteur Armand ABBÉ
rue du Bas Vermelle
38300-NIVOLAS-VERMELLE
Tel : 04 74 93 97 80. Port : 06 46 26 46 55
E-mail : armand.abbe2000@gmail.com

Etudiant la guerre aérienne dans l'Indre de 1939 à 1945, à savoir ce qui concerne les bombardements aériens (Châteauroux, Dols, Issoudun, etc.), les mitraillages, les chutes d'avions de toutes nationalités, les parachutages, les réceptions d'agents par les maquis, les réseaux d'évasion d'aviateurs alliés dans ce département mais aussi les attaques de l'aviation allemande (Luftwaffe) contre les maquis en 1944 dans toute la France, entre autres dans l'Indre, le Cher (Berry), je recherche sur ces thèmes témoins, informations, archives, références, photos etc. Toute aide serait la bienvenue. Merci d'avance.

Contacteur Philippe Canonne
1 rue Balzac. 37700-VILLE-AUX-DAMES
Tél. : 02 47 44 75 78
E-mail : canonne.phil@wanadoo.fr



Entre 1945 et 1947, Les Editions «France d'Abord» – publiant le journal *France d'Abord* (aujourd'hui le *Journal de la Résistance*) et liées à l'Association Nationale des Anciens Francs-Tireurs et Partisans Français (dépassée depuis 1954 par la création de l'ANACR) – ont édité, dans le cadre d'une collection intitulée «Jeunesse héroïque», plus d'une vingtaine de plaquettes, brochures et petits ouvrages consacrés à des moments forts et à des héros de la Résistance ; une cinquantaine d'autres seront édités, dans la même collection de 1947, jusqu'au début des années 1950 par les éditions «Hier et Aujourd'hui».

Vendetta, «une aventure épique, Résistance et Libération de la Corse», publiée en 1947 par les Editions France d'Abord présente une originalité par rapport aux autres fascicules de la collection : c'est une bande dessinée dont l'auteur graphique – Gire (Eugène Giroud) – dessine alors dans *Vaillant*, journal qui a succédé à la Libération au *Jeune Patriote* clandestin. Quant aux auteurs des textes, Maurice Choury et Arthur Giovoni, ce sont deux des principaux dirigeants du Front National en Corse, de l'insurrection libératrice de la Corse.

Par rapport à l'édition de 1947, l'actuelle réédition aux Editions Alain Piazzola de **Vendetta** – à l'initiative du Comité ANACR de Corse du Sud et avec le concours de la Collectivité Territoriale de Corse – présente une spécificité : elle est bilingue. A la bande dessinée originale en français succède dans l'album la même bande dessinée avec des textes traduits en langue corse.

«Si la simplification voire le parti pris historique – nous sommes en 1947 (Ndlr) – est manifeste, écrit la préface de la réédition, Hélène Chaubin, spécialiste incontestée de l'histoire de la Résistance corse, la ferveur patriotique ne l'est pas moins, non plus que la volonté de transmettre les valeurs auxquelles les auteurs se réfèrent. (...) "Vendetta" appartient au légendaire de la Résistance, elle est liée aux émotions de son temps mais critiquer son contenu n'est pas le nier. Elle porte des valeurs qui ont un sens permanent dans l'Histoire de la Corse».

Commande : 12 €+3 € de port, à : ANACR 2A, Maison du Combattant 1, bd Sampiero. 20000-AJACCIO

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 13 €)

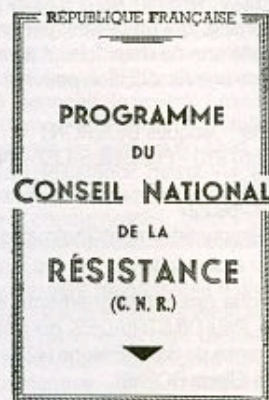
Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS



L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 13 €
Etranger 15 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier
numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0514 A 06405

Imprimerie Multi Incorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60